

Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

VENDREDI 10 DECEMBRE
 N° 323 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire : 56942

En page 2 :
Ils préparent
les municipales

Lecanuet gouverne
Rouen au centre

PLAN BARRE

LE PATRONAT «CRAINT» LA RÉCESSION

LE VOLEUR CRIE AU VOLEUR...

Le plan Barre a un peu plus de deux mois. Il commence à faire sentir ses effets. Mais pas tous les effets escomptés. La tendance à la récession de l'activité économique se confirme mais la baisse de rythme d'inflation est loin de se manifester.

Depuis la sortie du plan, le discours du patronat n'a pas changé mais il devient de plus en plus insistant. Ceyrac déclarait dès le 23 septembre que le CNPF allait « appuyer au maximum » les recommandations du gouvernement en ce qui concerne le blocage des salaires : la circulaire Chotard de novembre aux chefs d'entreprise, recommandant la plus grande fermeté dans les

négociations de salaire, traduit cet accord profond avec le gouvernement. Mais par ailleurs le patronat insiste de plus en plus sur la nécessité d'assumer une relance de l'austérité, de soutenir les investissements, de débloquer effectivement les prix le 1^{er} janvier. Pour appuyer ces exigences, qui par bien des points risquent de faire échouer le plan Barre, les capitalistes n'hésitent pas aujourd'hui à souligner les sombres perspectives de l'économie française.

Qu'en est-il réellement ? La situation économique est-elle si menaçante que veulent bien le dire les récentes notes de conjoncture qui viennent d'être publiées ?

Suite p. 3

Le travail posté à l'Assemblée Nationale

Petites mesures et

graves menaces

L'Assemblée Nationale s'est penchée hier après midi sur le sort des travailleurs postés dans le cadre général de « la revalorisation du travail manuel ». Le texte gouvernemental part des conclusions du rapport Wisner (ergonome au Conservatoire National des Arts et Métiers) au sujet des répercussions du travail posté sur la santé des ouvriers.

8% des travailleurs en équipes alternantes (soit deux millions d'ouvriers), parmi ceux-ci 75% d'entre eux présentent des troubles nerveux au bout de cinq ans, 38% des troubles gastriques ; l'immense majorité des « postés » ne s'adaptent jamais au « sommeil de jour », les difficultés familiales et scolaires sont plus grandes dans les familles de postés.

Suite p. 6

Réunion des ministres des Affaires Étrangères de l'OTAN

RENFORCEMENT DES PRÉPARATIFS DE GUERRE

Voir p. 8

LA TELE A L'HEURE DE GISCARD
Le compromis d'août 74 :
un pas vers la privatisation

Voir p. 12

HIER, GREVE AU PUIITS DE LA HOUVE, DANS LE BASSIN LORRAIN

LES MINEURS DOIVENT PRENDRE EUX MEMES EN MAIN LEUR SECURITE



Les mineurs de Lorraine, en deuil de leurs camarades ont participé à plus de 80% à la grève de 24 h

La série criminelle de victimes du capital s'allonge dans les mines : les syndicats CGT et CFDT des mineurs de charbon du Bassin des Houillères de Lorraine organisaient jeudi une journée de deuil et d'action, marquée par un mot d'ordre de grève de 24 h largement suivi, après l'accident de lundi à la Houve (où le 27^e mort des HBL depuis le début 76, M. Guffanti, a été frappé en plein thorax par la chaîne d'entraînement d'une haveuse) ; dans le même temps on apprenait la mort, d'un mineur de fer, cette fois, de la mine de Aumetz-Bassempierre (Moselle), la jambe broyée par un engin chargeur.

Voir p. 4

NON A LA DISSOLUTION DE L'UNION DEPARTEMENTALE CFDT DE GIRONDE

Après avoir dissout l'Union Locale de Paris 8^e-9^e, le Bureau National de la CFDT (qui s'était déjà ingéré de manière inadmissible dans les débats de la Fédération de l'Équipement, en en contestant la nouvelle direction élue) récidive de la pire des manières : en décidant la dissolution de l'Union Départementale de Bordeaux ! Jamais jusqu'alors une telle répression s'était abattue sur une structure de niveau départemental. Les réformistes confédéraux n'avaient pas encore osé porter si loin leurs coups, ils s'étaient prioritairement tournés contre des sections syndicales, des militants (comme à Mulhouse, Dijon, Caen...), des Unions Locales (Dunkerque, Orléans, Paris...). Aujourd'hui leur volonté de mettre au pas la CFDT, de normaliser avant 78, n'a décidément pas de borne !

Voir p. 7

ESPAGNE Des milliers de travailleurs en grève

A l'occasion du renouvellement des conventions collectives, plusieurs milliers de travailleurs se sont mis en grève dans toutes les provinces d'Espagne. A Madrid, plusieurs usines ont débrayé, dont « Casa » qui emploie plus de sept mille ouvriers ainsi que « John Deere », « Siemens »... Dans les provinces de Guipuzcoa et de Léon, ce sont près de trente mille métallos qui ont débrayé. En Navarre, ce sont les ouvriers du bâtiment qui se sont mis en grève, et à Barcelone les dockers. Ainsi quelques jours avant le référendum Suarez, la classe ouvrière d'Espagne se mobilise massivement pour la satisfaction de ses revendications.

Congrès du PSOE :
porte ouverte à Suarez
voir p. 9

SEOUL voir p. 9
Manifestation contre
la « CIA coréenne »

ILS PRÉPARENT LES ÉLECTIONS DE MARS 2.

De l'opposition à la majorité

LECANUET GOUVERNE ROUEN AU CENTRE

Par Claude VILLARD

En 71, lorsque Lecanuet doit refaire une liste pour les municipales, il appartient à l'«opposition» et reprend l'essentiel des élus du scrutin précédent, se présentant comme le continuateur de Tissot son prédécesseur, mort en 68, lui aussi centriste de l'«opposition». Sa liste, un agrégat de centriste indépendants, et du centre démocrate, s'oppose, à l'époque, à celle de la majorité composée de républicains indépendants conduits par Danet et d'UDR dirigés par Dusseaux.

UNE BATAILLE DE CHIENS !

Paris-Normandie, le plus gros quotidien régional, sert Lecanuet à tel point que la majorité est obligée de faire paraître son propre journal électoral : «Majorité Nouvelle». Ne serait-ce que sur la question de la presse, la bataille fait rage.

Le soutien de Paris-Normandie aux centristes est une bonne cible pour la «majorité» qui montre au passage comment la liste municipale exerce son contrôle sur le journal. Le thème essentiel de la campagne des RI et de l'UDR est le suivant : «Comment, citoyens de Rouen, pouvez-vous élire Pompidou d'un côté et Lecanuet de l'autre ?» Le maire est accusé

de compléter avec le reste de l'opposition, des radicaux de gauche au PS et même avec le PCF.

Pour le reste, la «majorité» attaque la gestion municipale dans ses plus petits détails, à tel point que Lecanuet poursuit Danet en diffamation, lui refuse des salles de réunions et fait arracher ses affiches. Les municipaux sont mobilisés durant tout le mois précédant le vote pour repeindre, nettoyer ; Lancry, entrepreneur toujours

prêt à offrir ses services, engage des travaux de construction tous azimuts ; Lecanuet enfin fait valoir les réalisations de rénovation propres à faciliter le développement du commerce et il est réélu.

A l'issue de la campagne de 71, les divisions semblent donc insurmontables. De la collusion Paris-Normandie - Lecanuet aux dessous de la gestion municipale, trop de choses semblent avoir été dites pour qu'un rapprochement s'effectue entre les centristes et la majorité. Deux ans plus tard pourtant, en l'espace de quinze jours, tout va changer.

L'UNION FORCEE

En effet, après le premier tour des législatives 73, les lecanuetistes négocient nationalement leur ralliement «à la lutte contre l'union de la gauche». Finalement Dusseaux et Danet doivent se désister et appellent à voter... pour Lecanuet. On connaît la suite : Lecanuet est devenu ministre sous Giscard. Le voilà obligé de refondre son équipe municipale ! Pour satisfaire aux exigences des alliances nationales, il va lui falloir intégrer bon nombre de républicains indépendants et parmi eux... Danet, qui ne va pas se contenter d'un strapontin.

«SAUVER LA FACE»

Qui va donc se désister ? Le prêtre, Mme Simon, Lecourt, ceux que Danet accusait de mettre Paris-Normandie à leur botte parce qu'ils sont porteurs de parts du journal ? Leur départ aurait donné raison, dans une certaine mesure, aux accusations. Est-ce Nicolle, premier adjoint qui va s'en aller, lui que Danet accusait de servir plus le patronat local que l'État ? Voilà dans quels problèmes se débat aujourd'hui tout ce beau monde : sauver la face.

C'est d'autant plus important pour eux que les ex-gaullistes chiraquisés, Dusseaux en tête, se préparent quant à eux à mettre au banc d'essai leur nouveau RPR. Ils entendent sûrement afficher toutes les rancœurs accumulées depuis 73. Il s'agit donc pour la nouvelle coalition de partir avec tous les atouts en main et peut-être justement avec une possibilité d'ouverture du côté de ce RPR. Les négociations sont en cours, mais ne s'achèveront pas de si tôt, sachant qu'un rapprochement local peut difficilement se faire sur la base d'un commun accord contre la gauche : le fief étant bien gardé, la population triée, aucun danger n'est à craindre de ce côté-là pour les sbires en place. Pourtant, pendant que dans les coulisses de l'hôtel de ville, les différentes fractions de la droite s'affairent à doser leurs forces, PS et PCF dosent les leurs pour les municipalités périphériques de l'agglomération, où ils sont les plus forts.

WANTED



Cet homme du Pouvoir promet beaucoup LES CHOMEURS DE L'IMRO le recherchent :

- Pour la réouverture de leur entreprise
- Pour le maintien de leur emploi

IMRO-Imprimerie Rouennaise - IMRO-Imprimerie Rouennaise

Si vous êtes patron, si vous avez une société, un siège social, un magasin à installer, alors vous pouvez vous établir à Rouen. Grâce à la politique d'expulsions et de rénovation de Jean Lecanuet, ministre de l'aménagement du territoire et maire de la ville, Rouen est à vendre à tout industriel ou commerçant entreprenant.

Quant aux travailleurs, ils doivent se répartir dans les cités dortoirs de l'agglomération de 400 000 habitants qui ceinture la ville. Un centre commercial et financier de 130 000 habitants aménagé afin de tirer profit des centaines de milliers de travailleurs partis en bordure : voilà la première image que donne l'ensemble rouennais. Oui, à l'inverse de ce que prétendent les publicités de la municipalité, qui a beau offrir à tout travailleur licencié d'une entreprise de la région parisienne une prime s'il se réinstalle dans la capitale de Haute Normandie, vivre à Rouen n'est pas tout rose. Cela signifie, en plus de l'exploitation à l'usine, des temps de transports toujours plus longs, une pollution industrielle qui ne cesse de s'accroître et des logements plus déplorables les uns que les autres. Les artisans de ce développement ? Une lignée de centristes qui depuis 20 ans se succèdent à la municipalité de Rouen, sûrs de l'appui d'un électoral de commerçants et de notables dont ils ont satisfait les ambitions en prêchant la décentralisation de Paris.

L'installation à Rouen de nombreuses sociétés parisiennes ces dernières années, les profits réalisés de part et d'autre amènent à penser avec certitude qu'une fois de plus Lecanuet sera reconduit dans ses fonctions. Mais, pour autant, tout ne se passe pas, du côté de l'hôtel de ville, de la manière la plus simple. A quatre mois des élections, les rumeurs se multiplient, les listes se font et se défont : c'est que depuis 71, bien des choses ont changé dans la majorité. Lecanuet devenu ministre de Giscard, il lui faut revoir les dosages habituels.

Presse

HERSANT PARTOUT !

En avant poste des futures batailles électorales, celle pour le contrôle de la presse est déjà bien engagée. Du côté de Lecanuet, le problème est résolu depuis longtemps déjà puisque c'est lui qui, en tant que membre du cabinet MRP de l'information, a fait placer en 45, le PDG de Paris-Normandie : Wolf. D'ailleurs sont porteurs de parts de Paris-Normandie : Lecourt, Mme Simon, Leprêtre, Lanfry et Cauchy, tous membres du conseil municipal. Cependant le rachat du titre par Hersant (pro-chiraquien) laisse présager des luttes avec le nouveau RPR qui entend ne pas être victime dans le journal du blocus dont l'UDR a fait les frais depuis des années.

C'est à gauche que l'on tente aujourd'hui de s'armer pour la prochaine bataille électorale. En effet, le PCF vient de lancer une grande campagne de soutien à «Rouen-Normandie Nouvelles», édition régionale de «Havre matin» lié au PCF. La Fédération de Seine Maritime du PCF distribuait un tract lors de la manifestation de soutien aux travailleurs du Parisien Libéré. Pour briser «le mur du mensonge» que dresse «la coalition Hersant-Lecanuet-Hachette», on nous recommande de lire «Rouen-Normandie-Nouvelles».

Paris-Normandie Nouvelles est dirigé par M. Wolf, ancien directeur de Paris-Normandie. Les autres membres du conseil d'administration sont : M. Simon, Mme Lecourt, M. Leprêtre, M. Lanfry, M. Cauchy. Le journal est édité par le Parti Communiste Français.

C'est à croire qu'il y a Hersant et Hersant. En effet, Rouen-Normandie-Nouvelles, comme Havre-matin est tiré sur les presses... de Hersant. D'autre part, Hersant lui-même a de la participation dans Havre-matin ! Une chose tout de même à ajouter. Si Rouen-Normandie-Nouvelles n'est pas vendu à 10 000 exemplaires sous peu, Hersant annonce qu'il licenciera 30 de ses employés. Ce serait gênant pour le PCF d'expliquer que c'est une nécessaire restructuration ! Ce genre de situation n'est au programme que pour demain...

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DES INTÉRÊTS DE LA BOURGEOISIE

En matière d'aménagement du territoire, Lecanuet dit de Rouen «qu'il s'agit d'une expérience de pointe». C'est un fait ; ne serait-ce que dans la manière dont le maire a drainé les contrats d'implantation industrielle. Récemment encore, un train spécial patrons première classe était affrété chaque matin de Rouen pour Paris, «afin de prouver aux industriels que Rouen est aux portes de la capitale».

«VENDRE DU ROUEN»

«Vendre du Rouen» est notre seul but déclare Nicolle (1^{er} adjoint) à propos des fêtes de Jeanne d'Arc. Et pour cela, un nombre important de sociétés dites «mixtes» ont été organisées ; leur fonction : regrouper des entreprises implantées en dehors de la Seine Maritime avec des entrepreneurs locaux et tout cela avec la garantie de la manne gouvernementale. C'est ainsi par exemple que la construction d'un nombre important de résidences a été confiée à la Société mixte de Fécamp à la place de l'office des HLM. Autre exemple : la construction de deux rocades fut refusée plusieurs années de suite ; en 74, quelques mois après

l'entrée gouvernementale de Lecanuet, l'autorisation est donnée, malgré la création d'un comité de lutte de résidents.

DES MILLIERS D'EXPULSIONS

Mais si «l'expansion à la rouennaise» plaît tant à Lecanuet, c'est qu'il l'a orchestrée de bout en bout afin de préserver la domination de sa majorité et l'appui électoral nécessaire. Deux chiffres sont éloquentes. La ville de Rouen est passée de 1911 à 1970 de 124 000 à 128 000 habitants, tandis que l'agglomération atteint aujourd'hui 400 000 habitants. Sous prétexte de préserver le centre ville, Lecanuet a procédé à plusieurs milliers d'expulsions de personnes âgées, avec l'appui d'un «Comité de lutte contre les taudis» composé de dames patronesses (Pour ceux qui restent il rajoute aujourd'hui une église à la «ville aux cent cloches» !)

De fait, sa politique d'expulsions et de parquage des travailleurs à la périphérie lui permet de se tenir solidement du point de vue électoral. D'autre part, en sous-équipant les cités dortoirs, il assure aux commerçants des recettes sans cesse en augmentation.

En 1944, 1945 et 1946, vous avez fait partie des Cabinets des Ministres M.R.P. de l'Information. En cette qualité, vous êtes venu, à plusieurs reprises à Rouen pour régler des questions de presse. Monsieur LETOURNEAU, fonctionnaire du Ministère de l'Information, depuis Député S.C.R.P. et Ministre dont vous avez été, à plusieurs reprises le collaborateur est venu à Rouen, le 12 mars 1945, pour installer M. P.-R. WOLF.

L'affaire ne se termine pas là puisque sur la liste suivante qui sollicite en 1971 vos suffrages, vous retrouvez tirant les ficelles des administrateurs et porteurs de parts de Paris-Normandie :

M. LECOURT
M^{me} SIMON
M. LEPRÊTRE
M. LANFRY
M. CAUCHY, fils de M. CAUCHY.

NON ! M. LECANUET, il n'est pas honnête de laisser planer un doute sur votre honnêteté ; avec le courage de citer le nom de celui qui a été nommé directeur de Paris-Normandie Rouen pour diffuser en campagne électorale...
C'est de M. André DANET, Conseiller général, qui a couvert de son soutien de Président de Fédération les tract qui lui à été remis (l'affaire est un scandale) ; ces tract devaient être, alors, bien légers à lire pour que vous les ayez proposés en octobre 1971 une place d'adjoint sur votre liste (et c'est lui qui a refusé de siéger avec vous).

Extraits de «Rouen Majorité» 1971

Plan Barre

Le patronat «craint» la récession

LE VOLEUR CRIE AU VOLE !

Suite de la une

DE RÉELLES DIFFICULTÉS
ÉCONOMIQUES

La reprise dont on nous parlait tant au cours du premier semestre a fait long feu. Elle a tout juste permis de retrouver le niveau d'activité atteint en 74 avant le «plan de refroidissement». Aujourd'hui, globalement, la croissance de la production marque une pause. Ni les investissements ni le commerce extérieur ne constituent une force motrice de la production. Quant à la consommation elle reste modérée. Les effets du plan Barre et de la situation d'incertitudes politiques liée notamment aux divisions de la «majorité» ne peuvent qu'aggraver une conjoncture économique aujourd'hui très médiocre. Blocage des salaires, austérité budgétaire, absence de reprise des investissements dans un proche avenir, dégradation continue du commerce extérieur, tout cela laisse prévoir pour le premier semestre 77 un ralentissement important de l'activité économique.

La sidérurgie, la produc-

tion d'engrais, les textiles artificiels, la machine outil, le bâtiment sont actuellement les secteurs les plus malades. Mais depuis novembre on observe une diminution des commandes aux industries qui étaient jusqu'alors en progression. C'est notamment le cas pour la construction électrique, les travaux publics et l'automobile. On voit donc se dessiner aujourd'hui la tendance à la récession qui devrait - si aucune mesure de soutien n'est décidée - se développer au début de 77.

QUI VA PAYER ?

Mais ces perspectives n'ont pas la même signification pour toutes les entreprises. Le gouvernement a clairement laissé entendre qu'au deuxième semestre 77 des mesures de relance seront prises : cela n'est pas sans rapport avec l'approche des élections législatives... Aussi pour bon nombre de grandes entreprises, il s'agit de franchir sans trop de dégâts une mauvaise passe de quelque six mois. Par

contre pour les entreprises les moins solides financièrement (il n'y a pas que des PME dans ce cas) six mois de vaches maigres peuvent signifier leur élimination.

C'est de ces entreprises que viennent avec le plus d'insistance les exigences d'une relance de l'activité dès maintenant.

Les grandes entreprises ont des objectifs un peu différents. Elles n'hésitent pas à dramatiser la situation dans un double but. Elles espèrent ainsi d'une part justifier les grandes vagues de licenciements qui se préparent (comme dans la sidérurgie ou dans les textiles artificiels) sous prétexte de «répartition de l'effort». Et d'autre part elles poussent aussi à la préparation de plans de soutien sélectif qui devront, selon leurs vœux, être mis en place par le gouvernement au creux de la vague, c'est-à-dire au premier semestre 77, et développer leurs effets à partir de l'automne. Le journal patronal «Les Échos» n'hésite pas à vendre la mèche en soulignant par

exemple que Rhône-Poulenc Textile crie misère plus qu'il ne faudrait dans le but d'obtenir le soutien de l'État.

Ainsi, le climat alarmiste, que développe le patronat sur la base des difficultés réelles de l'économie française, reflète des intérêts différents des capitalistes. Mais il existe un point commun : justifier le blocage des salaires et le développement du chômage. Car qu'il s'agisse de fermetures d'entreprises dans le cadre de la politique d'assainissement que soutient le plan Barre ou de «dégraissage des salariés en surnombre» dans les entreprises piliers de l'impérialisme français, la conséquence pour les travailleurs sera la même : la mise au chômage.

Ce que souhaitent les grandes entreprises c'est, à court terme, faire payer les travailleurs, par le chômage et les salaires de misère et ensuite recevoir de l'État - donc pour une large part des travailleurs - l'argent pour consolider leur restructuration.

Marchais à «C'est-à-dire»

«Le PS traîne un peu les pieds»

C'est les rapports avec le parti socialiste qui auront dominé les déclarations faites mercredi soir par Marchais, sur Antenne 2, à l'émission «C'est-à-dire». La majorité des gens qui ont répondu à la question sur la solidité de l'union de la gauche n'avaient-ils pas estimé qu'une fois les élections gagnées, l'alliance éclaterait inévitablement, et ce à l'initiative de Mitterrand ? Déjà, à propos des municipales, pour lesquelles l'accord finira par se faire, le responsable du PCF a admis que «le PS traîne un peu les pieds».

Une fois de plus, Marchais a repris à ce sujet les thèmes de propagande que le PCF met en avant depuis les élections législatives partielles : «Les communistes sont les plus attachés à la cause de l'union». «Nous ne mettrons jamais en cause la politique d'union.» «Si l'on veut que les espérances contenues dans le programme commun soient bien réalisées, il faut une gauche équilibrée».

Bref, l'accent est moins mis qu'auparavant sur l'action en direction des cadres. Le parti révisionniste, inquiet des derniers résultats électoraux, qui montrent, au moins localement, son recul dans la

classe ouvrière (contrairement à ses prétentions) cherche à refaire le terrain sur le parti socialiste.

Aussi, les déclarations sur la nécessité de «mener la lutte sans attendre 78» continuent-elles à se multiplier : l'éditorial de l'Humanité les reprenait encore hier matin. Seulement voilà, Ségué, lui aussi membre du bureau politique du PCF, a vendu la mèche : ne pas attendre 78, peut-être, pour quelques mouvements soigneusement contrôlés. Mais, en tout cas, attendre les municipales de 77.

Pour quoi faire ? Marchais l'a encore confirmé hier, à propos de questions sur les entreprises nationalisées. Il a vanté les mérites de Renault, «usine de pointe du point de vue de la qualité, des exportations, des rentrées de devises», l'opposant à Peugeot et Citroën à qui «le gouvernement a dû donner de l'argent», tandis que «301 milliards ont été versés par la Régie Renault au gouvernement». De bonnes entreprises capitalistes, nationalisées, où les procédés d'exploitation des travailleurs soient eux aussi «de pointe», voilà tout ce que les révisionnistes ont à nous proposer.

CHIRAC ANNONCE LA COULEUR

Serge Maffert, ancien chef du service de presse de Chirac et désormais journaliste au «Figaro», apprécie la situation actuelle de la «majorité». C'est un avis autorisé... probablement par Chirac lui-même. Il en ressort que le

● Au terme de son émission télévisée de mercredi soir, Marchais a cru nécessaire de préciser qu'il se porte bien. Des rumeurs avaient en effet couru à nouveau sur son état de santé. Auraient-elles risqué d'exciter les ambitions parmi le personnel dirigeant révisionniste ?

● Dernier gadget de Stoléro : il vient d'accorder «six demi-journées de congé payé» aux femmes travailleuses manuelles pendant leur grossesse en plus du congé maternité. La femme aura même le droit d'«auto-gérer» ces six demi-journées (pourquoi pas douze quarts de journées ?) en les prenant quand elle le désirera...

RPR ne souhaite pas, en l'état actuel des choses, provoquer d'élections anticipées, qui seraient «désastreuses». Sur la question de l'élection du Parlement Européen au suffrage universel, un compromis serait en vue pour le printemps, après l'arbitrage du Conseil Constitutionnel. Mais, sur le Fonds Monétaire International, dont la réforme devrait être prochainement adoptée par le parlement, le RPR s'y opposera «y compris éventuellement en votant une motion de censure de l'opposition».

Les chiraquiens comptent que dans ce dernier cas, Giscard reformerait un nou-

veau gouvernement Barre sans dissoudre la chambre.

Enfin, l'accord serait complet sur le plan Barre, et le gouvernement, sur ce terrain, serait assuré du soutien du RPR : contre la classe ouvrière, on se doutait que l'unité était plus facile à faire. Il reste à savoir si le président de la République est disposé ou non à tolérer sans réagir que le gouvernement se trouve renversé par ses partenaires chiraquiens. Comme le dit M. Maffert, «l'amertume, la méfiance, les procès d'intention continuent de prévaloir au niveau des mouvements politiques et de leurs leaders nationaux».

Bienveillance pour un certain chauffard

7 mois de retrait de permis de conduire ! Voilà le prix de la mort d'une personne et de blessures graves pour une autre. Le 13 avril 76 à Senlis, une Mercedes 450 SE dont le conducteur roulait trop vite et «maîtrisait mal sa conduite» a heurté de plein fouet une R 5, tuant la passagère et blessant gravement la conductrice. Près d'un an après, le chauffard meurtrier passe devant le tribunal de Senlis pour homicide involontaire. Jugement : 15 mois de suspension de permis dont 8 avec sursis et une amende de 1500 F ! Pour ceux qui pourraient s'étonner d'une telle mansuétude, le coupable n'était autre qu'Amoury, PDG d'un torchon qui a nom «Le Parisien Libéré».

Mitterrand «préoccupé»

La question du Parlement Européen n'est pas un facteur de discord au sein de la majorité seulement. On sait que le PS est favorable aux projets de Giscard alors que le PCF continue à s'y opposer.

Mitterrand vient d'exprimer sa «préoccupation» face à cette divergence. En réponse au PCF qui réaffirme sa volonté de voir le programme commun intégralement respecté, Mitterrand ajoute : «Je serais encore plus préoccupé si l'Union de la Gauche contraignait le PS à se soustraire aux objectifs de la démocratie et de la France».

Or, le programme commun ne définit pas explicitement une position par rapport à l'élection du Parlement Européen au suffrage universel.

Ainsi la déclaration de Mitterrand indique clairement au PCF qu'il n'est pas question d'imposer au PS le rejet du projet giscardien ; sinon, la «qualité de l'Union» risquerait de s'en ressentir !

Une position bien délicate pour le PCF !...

en bref... en bref...

● D'Ornano, candidat RI à la mairie de Paris désigné par Giscard, semble maintenant résigné à avoir un concurrent RPR : de la Malène. En annonçant qu'il lance une «pré-campagne électorale», il a maintenu sa prétention à représenter toute la majorité, mais il a indiqué : «S'il n'y a pas de liste unique, ce ne sera pas de mon fait».

● Dans «Jours de France», qui lui appartient, Dassault vient au secours de Barre : après que le premier ministre l'ait fait de son côté, il invite les patrons à ne pas se laisser aller à la «morosité», et à investir sans hésitation.

● Examinant la situation des banques nationalisées, le gouvernement a décidé qu'elles doivent «donner la priorité à l'amélioration de leur productivité et de leur rentabilité, et développer leur orientation internationale». Le premier point signifie sans aucun doute une aggravation des conditions de travail des petits employés. Quant au second, il est significatif du rôle impérialiste que jouent les nationalisations en société capitaliste, y compris quand il s'agit du secteur financier. En somme, un avant-goût de ce que Marchais voudrait voir se développer sur une plus grande échelle.

UN AVIS AUTORISÉ

Hersant, on le sait, a pris récemment, entre autres journaux, le contrôle du Figaro. On le sait, Hersant, dans les divisions qui agitent aujourd'hui la «majorité», penche assez nettement du côté de Chirac. Le Figaro vient de recruter, pour sa page de politique intérieure, un nouveau journaliste : Serge Maffert. Ce dernier a été chef du service de presse du premier ministre de juin 1974 à août 1976. Ce premier ministre s'appelait Chirac. La presse indépendante se porte bien.

LUTTES OUVRIÈRES

Nouvelle vague de chômage en Franche-Comté

Comment s'y opposer ?

Coup sur coup, les informations sont tombées, les comités d'entreprises avertis : l'emploi est à nouveau remis en cause pour des centaines et des milliers de travailleurs de la région :

- A la Rhodia (Rhône-Poulenc Textile) où l'usine tourne à 70 % de sa capacité de production, il est prévu en plus des deux cent treize suppressions de postes (dont vingt quatre touchent des travailleurs de plus de 57 ans), quinze jours de chômage technique à partir du 13 décembre. C'est le cadeau de Noël de l'entreprise et pour le nouvel an rien n'est sûr !

- Aux Compteurs Schlumberger, où 250 emplois ont été supprimés en sept ans, une nouvelle chaîne de production doit être supprimée : cette chaîne serait transférée à l'usine de Poitiers. 20 ouvrières sont concernées et, par ailleurs, le plan de réduction de l'emploi prévoit de nouveaux départs anticipés à 58 ans. Au total, c'est 57 travailleurs qui perdent leur emploi.

- En Haute-Saône, 34 licenciements aux ACMH et 140 à l'usine Texunion d'Héricourt.

- Près de Besançon, à Deluz, la papeterie du groupe Aussebat-Rey fermera ses portes en juillet prochain. L'argument avancé c'est que tôt ou tard, il aurait fallu déménager l'usine à cause du tracé du grand canal : plus d'une centaine de travailleurs à nouveau menacés.

- A Belfort, la direction de l'Alstom annonçait une réduction d'horaires sans compensation pour plus d'un millier de travailleurs principalement ceux de l'ancienne usine UNELEC.

- Tous ces licenciements ou ces réductions d'emplois s'ajoutent à ceux des semaines précédentes en particulier les 33 de Somolet à St-Vit, des dizaines d'entreprises du bâtiment en faillite à Besançon, les centaines du Haut-Doubs horloger : Reliac, Bulova, etc.

- En Suisse aussi, les travailleurs frontaliers perdent leur emploi : 75 ouvriers français de l'usine horlogère Tissot au Locle. Déjà 900 n'avaient pas retrouvé d'emploi.

- En dressant le bilan mensuel de l'emploi, «l'Est Républicain» titre : «Le déséquilibre du marché du travail, a persisté en octobre». «Pas d'évolution spectaculaire, les patrons se montrent prudents et se laissent gagner par la morosité» note-t-il aussi. Pour les travailleurs, que ce soit «spectaculaire» ou non, ce n'est pas acceptable. Ces licenciements, il faut les refuser ! Dans la plupart des cas, les protestations ont pris la forme de débrayages immédiats dans l'entreprise, les syndicats ont proposé aussi des délégations. Cela suffira-t-il à faire reculer les patrons ? Cela paraît peu probable. Peut-on se lancer dans un mouvement plus dur, entreprise par entreprise alors que les grèves récentes à Besançon sont pour la plupart restées isolées et n'ont pas, du coup, gagné sur toute la ligne, loin s'en faut ! Et alors que la répression se développe contre des délégués qui ont mené des luttes (la dernière décision concerne les délégués de l'usine Bourgeois dont la condamnation vient d'être confirmée par la Cour d'Appel, le patron en profitant pour engager immédiatement la procédure de licenciement). Pourtant la journée du 7 octobre et la mobilisation de soutien aux travailleurs du «Parisien Libéré» (elle a rassemblé plus d'un millier de travailleurs à Besançon avec débrayage massif d'une équipe de la Rhodiaceta, les «Lip» avaient intercepté des «Parisien Libéré» d'Amoury qui ont été foulés aux pieds pendant la manifestation) montre que la volonté de lutte existe, on ne veut pas attendre 78, mais comment faire ? Comment rassembler toutes ces forces dans un front de lutte contre la crise ? Le «Quotidien du Peuple» proposera dans les jours qui viennent aux militants syndicaux de la région d'engager le débat sur ces points.

Corr. Besançon

● EDF-GDF : «ULTIME NÉGOCIATION» ?

Ce vendredi, à 10 H. la direction de l'EDF-GDF reçoit les organisations syndicales CGT, CFDT, FO, CFTC, UNCM (Autonomes). Au programme des discussions : l'accord 77 (contrats salariaux) et son taux de «revalorisation garantie des rémunérations». C'est à la suite de cet entretien que les Fédérations

syndicales prendront leur décision sur le mot d'ordre de grève «conditionnelle» lancée la semaine dernière, à l'encontre des menaces de blocage (et même de dégradation nette). Les militants CGT sont déjà sur le pied de guerre, «pour le cas où le texte du nouvel accord salarial n'assurerait au minimum une progression de 2% du pouvoir d'achat» !

LES MINEURS DOIVENT PRENDRE EUX MEMES EN MAIN LEUR SECURITE

C'est la leçon que commence à tirer maintenant les mineurs CFDT du bassin houiller de Lorraine : «cela ne peut plus durer ! Le 27^e est mort le lendemain de la reprise du travail qui a suivi l'enterrement de Wilfrid, le 26^e. On ne peut pas se contenter de 24 heures de grève carrée, ni se rabattre sur des structures patronales de sécurité bidon. Maintenant c'est aux travailleurs de prendre leurs affaires en mains !».

La colère est grande en Lorraine, avec ces morts qui tombent presque toutes les semaines maintenant. «On ne va pas attendre le prochain mort pour s'organiser, et lutter nous-mêmes pour notre sécurité», déclarait jeudi soir un militant CFDT des mineurs. Certes, la grève de 24 heures sur le puits de la Houve à Creuzwald (là où est décédée la 27^e victime des Houillères, cette année) a été suivie à presque 100% sur le poste du tué et 80% sur les autres services.

Mais cette action n'a

pas été suffisante, loin de là : pas plus que les initiatives de la fédération CGT du sous-sol : dépôt de motions dans les sous-préfectures, délégations, télégrammes à l'Assemblée Nationale pour demander que soit rapidement débloqué un nouveau projet de loi sur les comités hygiène et sécurité dans les mines... Un membre du bureau fédéral de la CGT des mines déclarait hier lui-même que «l'action ne peut pas s'arrêter là, car ce n'est plus possible de subir ainsi les morts dans les Houillères».

CONCRETISER ET ORGANISER LA COLERE DES MINEURS

Déjà certains commencent à réfléchir, à s'organiser... «Par quartiers, par chantiers, nous devons maintenant assurer nous-mêmes notre sécurité, développer des C.H.S. sauvages, dans les mines» déclarait un mineur CFDT de Merlebach. «Il y en a marre de ce 27^e mort ! Nous le savons, c'est le rendement qui tue ! Oui, c'est le salaire au rendement qu'il faut remettre en cause à fond désormais !». Ces militants savent qu'ils n'auront pas que le patron à convaincre mais aussi des syndicats. Mais c'est bien du système d'exploitation

par le rendement que les morts des Houillères arrivent !

«Il faudra en venir rapidement à ce que les mineurs quittent tout quartier qu'ils estiment dangereux et appliquent leurs propres décisions sur la sécurité : au-delà des structures s'il le faut».

C'est la voie qui se dessine pour en finir avec la série mortelle des victimes des HBL. Des militants cherchent désormais, en liaison avec d'autres travailleurs de la sidérurgie, à tirer les leçons des luttes sur la sécurité, comme à Dunkerque, et à prendre en mains leur lutte.

Stéphane RAYNAL

LES «ÉCUREUILS» ATTAQUENT LA CAISSE D'ÉPARGNE EN RÉFÈRÉS

Le 66^e jour de lutte a commencé ce matin, pour les employés des Caisses d'Épargne Parisiennes.

Le soutien notamment financier qu'ils rencontrent de la part de leurs camarades des Caisses d'Épargne dans tout le pays, ne se dément pas, au contraire : hier encore, le résultat de collectes importantes leur parvenait d'Orléans, du syndicat des Banques CFDT de Lyon, de Chambéry, de Cavillon... Le SUACCE

Ce n'est pas assurément le souhait de tout le monde. C'est l'assemblée générale de samedi que certains éléments du PCF et, dans une moindre mesure du PS, au sein du SUACCE, ont choisi, pour tenter un fois de plus, de saboter la lutte. Alors qu'il y a quelques jours, certains éléments du PC déclaraient «qu'il faudrait bien reprendre un jour ou l'autre», samedi, ils ont tenté ni plus ni moins que d'appeler à la reprise, soulignant «que la lutte devenait difficile», s'appuyant pour cela sur un certain nombre de points faibles de la lutte qu'ils ont eux-mêmes contribué à créer : blocage de nombreuses initiatives, etc. Cette tentative a rencontré un cuisant échec : de nombreux grévistes syndiqués et syndicalistes l'ont dénoncée et ont, au contraire, proposé de renforcer la lutte montrant son enjeu. Et des initiatives ont été prises : ainsi, samedi, 30 grévistes ont occupé la tour Notre-Dame, leurs camarades les ont rejoints. Une manifestation a de même été imposée rue de Rivoli devant les locaux de l'AFP. Avant hier, la popularisation s'est faite à la Samaritaine. Hier, des collectes ont été réalisées à l'URSAAF, dans un centre PTT, rue Jules Joffrin, à B.T.I....

LES «ÉCUREUILS» ATTAQUENT LA DIRECTION DES CAISSES D'ÉPARGNE

Parallèlement à ces ac-



tions, qui permettent d'animer la lutte, de briser l'isolement, auxquelles s'ajoute la participation des «Écureuils» à la manifestation en solidarité aux travailleurs du Parisien Libéré, une action en justice a été intentée contre la direction (suite à son refus de tenir les réunions de délégué du personnel et du Comité d'Entreprise). L'affaire était plaidée hier, au Palais de Justice de Paris. Le meilleur moyen de faire céder étant de renforcer le rapport de forces, les employés des Caisses d'Épargne ont appelé les travailleurs du Parisien Libéré, ainsi que les délégations des Banques et de la Sécurité Sociale, à venir manifester avec eux, devant le Palais de Justice !

LIVRE : Une reprise difficile !

(600 OUVRIERS DE LA PRESSE ENVAHISSENT L'EXPOSITION DU TRAVAIL MANUEL)

Les travailleurs du Parisien Libéré ne sont pas prêts à se laisser oublier dans les négociations qui se sont engagées entre la FFTL et Amoury par médiateur interposé. Ils l'ont montré mercredi : alors que Stoléru venait d'inaugurer l'exposition du travail manuel, destinée à tenter de ranimer la moribonde «campagne pour la revalorisation du travail manuel», 600 ouvriers de la presse faisaient irruption dans l'exposition, démystifiant cette mascarade qui espérait se conclure tranquillement par une remise de cravate à Giscard, en échange d'une médaille.

Par ailleurs, dans plusieurs imprimeries, dont la Sirlo - qui imprime «Le Figaro» et «France-Soir» -, la reprise du travail décidée par les responsables de la FFTL ne se fit pas sans mal, les discussions empêchant même la sortie du «Figaro» de mercredi... Avis aux négociateurs !

Richard FEUILLET

LUTTES OUVRIÈRES

SUR FRANCE-INTER :

seguy "serein"

Alors que les négociations s'ouvrent dans le conflit du «Parisien Libéré» sur les propositions de la FFTL de mise en place de mesures similaires à l'Accord Cadre de la Presse Parisienne (avec son cortège de mutations, déclassement, pré-retraites et en fin de compte «licenciements économiques»), Séguy déclarait mercredi à France Inter qu'il «n'avait jamais cessé d'être serein dans cette bataille» du «Parisien».

Une partie de son interview (curieusement non reprise dans l'Humanité) a consisté à «justifier» péniblement les actions des travailleurs du P.L et de la CGT du Livre. On aurait dit une réponse, fort embarrassée du reste, au «réquisitoire» de Barre au parlement (celui-ci tendant à faire passer les grévistes du P.L et les ouvriers du Livre pour des malfaiteurs) ! Mais en guise de défense, le secrétaire général révisionniste de la CGT prétendait que «l'occupation n'avait pour but que d'entretenir en parfait état de fonctionnement tous les moyens de production»...

Appréciant, par ailleurs, «la compétence» du négociateur J.F. Mottin, Séguy a limité l'enjeu des discussions au fait «que le gouvernement agira, avec les moyens dont il dispose, pour que

Amaury accepte les négociations que jusqu'alors il a refusé, avec une intransigeance qui a donné la mesure de son caractère de patron de combat». Comme si, sans doute, le problème du P.L résidait purement et simplement dans la distinction (plusieurs fois opérée ces jours-ci par la FFTL) entre un patron fasciste et les gens «raisonnables» (!?) du Syndicat Patronal de la Presse Parisienne (signataire de l'Accord Cadre !).

Aussi suffirait-il, selon Séguy d'un mot de Monsieur Barre pour faire du loup Amaury un agneau dans les négociations». Il faut dire que le secrétaire confédéral de la CGT a l'air d'attendre plus d'une telle «détente» que d'une mobilisation des travailleurs dans la période. Car, si, avec Marchais, Séguy a déjà plusieurs fois

indiqué qu'il ne s'agit pas d'attendre 78 l'arme au pied» et (encore mercredi au Comité Confédéral National CGT), que «des difficultés apparaissent avec les autres syndicats, cela ne doit pas freiner les initiatives de la CGT», ces proclamations ne prendront guère d'effets, semble-t-il...avant les municipales de 77 !

«Le mécontentement légitime des travailleurs contre les mesures de Monsieur Barre est de nature à entraîner quelques luttes en janvier» déclarait encore Séguy (en réponse à la question : «Allez vous occasionner des troubles d'ici les municipales ?»). «Mais, entrant dans le cadre de la préparation des élections municipales (où d'ailleurs il y aura sans doute de nombreux candidats proches de la CGT) notre attitude sera évidemment responsable». Les cheminots, gaziers et autres travailleurs de la Fonction Publique sont ainsi prévenus : pour arracher les salaires au blocage des contrats, la marge d'action sera étroite pour la CGT ! On risque de rester quand même «l'arme au pied» jusqu'en avril 77 !

S.R.

LOURDELET (AUBERVILLIERS) :

Tout faire pour empêcher la fermeture

Cinquième semaine d'occupation chez Lourdelet ! Il y a une semaine les travailleurs étaient au ministère de l'Industrie pour protester contre la liquidation de l'entreprise. Depuis toujours aucune «réponse». Les cartonniers Lourdelet emploient dans leurs deux usines d'Aubervilliers 204 personnes : parmi elles, beaucoup de travailleurs immigrés. Lourdelet fabrique du carton à partir de vieux papiers pour 98 %. Ceux-ci

lui sont livrés par toute une série d'artisans et de petites boîtes. Cette PME avec ses machines un peu vétustes fait partie de ces «canards boiteux de l'économie» que le plan Barre veut faire disparaître.

Le 20 octobre le patron annonçait au CE qu'il fermait la Cartonnerie. C'est une loi de janvier 75 élaborée en pleine crise qui lui a permis d'agir de cette façon. La loi autorise en

effet un entrepreneur à fermer et licencier tout le personnel en moins de huit jours sans aucune consultation. Cette décision met en chômage non seulement les deux cent quatre ouvriers de Lourdelet mais encore tous les employés des petits fournisseurs. Les travailleurs ont d'abord attendu pour engager la riposte que leurs indemnités (2 mois de préavis et 90 %) soient garanties. Puis ils ont envoyé des délégations à la Préfecture et au ministère du Travail. Ces démarches n'ont rien donné. Alors le 9 novembre avec leur syndicat CGT ils ont voté l'occupation. Ils empêchent ainsi le patron de vendre les machines. Les ouvriers de Lourdelet veulent tout faire pour sauvegarder leur emploi sur place avec maintien des avantages acquis. Mais il faudra tirer les leçons de la récente lutte d'Aubry à Aubervilliers. En effet, dans la période la bourgeoisie n'est pas prête à céder sur la lutte unique d'une petite entreprise sans soutien local ni d'autres boîtes ni de la population.

Or à Aubry, restée isolée dans son action, le patron n'a pas hésité à envoyer par deux fois les CRS. Autour de Lourdelet la solidarité peut et doit se construire !

Correspondant Aubervilliers

en bref...

● 2 000 F MINIMUM ET LE 13^e MOIS... AVANT 77 ?

Le Comité Confédéral National de la CGT vient de faire connaître une lettre adressée au gouvernement et au CNPF pour demander «que la revendication des 2 000 F minima pour décembre et le 13^e mois soit prise en considération».

Le CCN a souligné que la volonté de Barre de limiter les contrats de la Fonction Publique à 6,5% était une «prétention exorbitante» et qu'il n'est pas question d'accepter aujourd'hui des accords de

même nature que ceux que la CGT a rejeté hier».

● ERNAULT-SOMUA LISIEUX : UNE CENTAINE DE LICENCIEMENTS : L'usine Renault Somua de Lisieux (Calvados) spécialisée dans les machines-outils «dégraisse» : la direction a annoncé le licenciement d'une centaine d'ouvriers. Les travailleurs de cette entreprise connaissent déjà depuis huit mois un fort chômage partiel. C'est plus du quart des travailleurs qui va se retrouver au chômage.

LES POSTIERS FACE A LA REPRESSION

LES POSTIERS SOLIDAIRES DU P.L. SONT RÉPRIMÉS !

Dans la nuit de lundi à mardi, alors que les travailleurs étaient mobilisés pour soutenir le Parisien, une camionnette du «P.L.», accompagnée d'un car de police est arrivée dans le centre de tri de Paris-Brune.

Les gars du transbord refusant de la décharger, les 2 chauffeurs de la camionnette le firent eux-mêmes, pendant que 200 postiers descendaient des étages. Les postiers rechargèrent la camionnette, malgré les

deux énormes chiens policiers qui s'y trouvaient. Une heure plus tard, la camionnette revenait à la charge, et une fois de plus les postiers firent échec au déchargement.

Il semble qu'Amaury ait décidé d'abandonner les centres de tri. En effet, depuis deux jours, 2 camionnettes arrivent à Paris 15 (qui n'est pas un centre de tri, mais un central d'arrondissement) pour décharger leur torchon, avec

un déploiement policier, une activité fébrile des petits chefs, et le déplacement des militants syndicaux dans des services annexes.

Les camionnettes du Parisien ont également été refoulées d'autres centres, notamment Trappes C.T. Les postiers montrent ainsi leur solidarité avec les travailleurs du Parisien et sont décidés à empêcher la diffusion du torchon.

Corr. PTT



GARE DU NORD

LES FLICS SE VENGEANT SUR LES POSTIERS

Des ratonnades, des tabassages par les flics : il y en a tous les jours dans les rues sombres, les terrains vagues et les commissariats. Mais dernièrement, les flics sont tombés sur un «os».

Le personnel du centre de tri de Paris Nord avait déjà refusé de laisser passer la présence des cars de CRS devant le centre durant la grève de 1974. Cette fois, il y

avait trop de témoins. Impossible comme d'habitude, de renvoyer les agressés dos à dos. Un brigadier a donc été inculqué. Dès le lendemain les flics ont tenté de se venger ; ils mettaient des PV de 120 F à tous les camions garés devant le centre. D'autres chauffeurs se sont faits arrêter fréquemment devant le centre depuis, pour des contrôles abusifs de papiers durant leur service. Histoire

d'intimider les postiers.

Les chauffeurs de la DMT, (transports postaux) ne sont pas prêts à payer les PV de leur poche pour assouvir la rancœur des flics suite à une juste dénonciation de la sauvagerie policière. De tels actes ne sauraient qu'augmenter notre détermination à poursuivre le combat contre la répression.

Les chauffeurs de la DMT.

Débrayages depuis trois jours à la CCR Bonnet !

Après un premier conflit de trois jours en mars dernier à l'atelier de montage des congélateurs Bonnet (qui est devenu une nouvelle filiale de Thomson, la CCR), suite à 90 licenciements, pour 200 F pour tous et le revalorisation des qualifications, 90 % des travailleurs ont décidé des grèves tournantes depuis lundi 6 décembre.

Le mouvement est bien suivi, mais la direction n'est pas prête à accepter les

revendications : 10 % avec un plancher de 300 F dans l'immédiat, 0,50 F d'augmentation de la prime de chaîne tractée, glissement dans les classifications dans toutes les catégories. Si ce conflit est unitaire, les travailleurs doivent par contre «pousser» leurs délégués, particulièrement à la CGT (aux mains du PCF) qui a brisé le précédent mouvement.

Mercredi 8 décembre, les travailleurs ont fait trois

heures de grève et ont décidé de reporter ce mouvement tous les jours. Mais il faudra bien que le problème de la popularisation du mouvement se pose. Pour que les intérimaires qui travaillent rejoignent les grévistes, pour que les ouvriers des usines de Villefranche sachent que les travailleurs de la CCR luttent pour leurs salaires et qu'ils sont décidés à gagner. Oui nous pouvons vaincre !

Corr. Bonnet

INFORMATIONS GÉNÉRALES

700 médicaments risquent d'être remboursés à taux réduits

Le gouvernement a décidé de suspendre la décision de rembourser à taux réduit 480 spécialités pharmaceutiques. Le gouvernement s'oriente vers une autre solution tout aussi inquiétante. Une liste «élargie» de médicaments de «confort» est à l'étude au ministère de la Santé, comprenant six cents à sept cents médicaments dont le remboursement ne dépasserait pas 40 à 50% (contre 70% pour les autres). Plusieurs raisons ont motivé la décision du pouvoir. D'abord, la pression des moyennes firmes pharmaceutiques, exclusivement frappées par la mesure initialement prévue : elles ont menacé le gouvernement de licencier deux mille cinq cents ouvriers. Ensuite, les estimations de certains

experts qui prévoient que la clientèle des 480 médicaments se retournerait tout bonnement vers d'autres médicaments équivalents mais remboursés, d'où aucun «gain» pour la Sécurité Sociale.

Enfin, la mesure de semi-remboursement envisagée aurait l'avantage d'habituer les travailleurs à une diminution générale des «services» de la S.S. Les sept cents médicaments en question pourraient même ne plus être remboursés du tout, d'ici à trois ans ! Le gouvernement encourage en même temps la restructuration de la pharmacie (mise en commun des filiales pharmacie de Rhône-Poulenc et d'Elf Aquitaine ; rapprochement de P.U.K. et de l'Oréal).

LEUR DOSSIER EST VIDE OSKOUÏ ET TAKBIRI SONT-ILS PRISONNIERS DU SHAH ?

Le Comité de soutien et les défenseurs des patriotes iraniens emprisonnés ont tenu hier une conférence de presse à l'Église du Bon Pasteur, là-même où les patriotes iraniens poursuivent depuis maintenant onze jours leur grève de la faim.

A la veille de la réunion de la Chambre d'accusation, qui doit se prononcer sur la remise en liberté d'Oskouï et de Takbiri, leurs défenseurs ont fait état d'un certain nombre d'éléments dont la solidité et la convergence sont remarquables.

La librairie chez qui Oskouï avait acheté des livres au moment de l'attentat et qui aux dires de la police, n'aurait eu aucun iranien comme client (*«autrement, je m'en serais souvenu»*) a déclaré au juge d'instruction, le 29 novembre : «Aucun policier n'est venu m'interroger à ce sujet !»

Deuxième élément : le 2 novembre, alors qu'Oskouï et quelques camarades étaient dans le métro, ils se faisaient contrôler ; deux ou trois d'entre eux qui n'avaient pas de billet, écopaient une amende. La police avait remis en cause ce témoignage d'Oskouï en déclarant qu'après vérification, «aucun contrôle n'avait eu lieu ce jour-là dans le métro». Or, depuis, un des témoins a amené l'attestation de procès-verbal qui lui avait été délivré.

Troisième élément : Takbiri avait acheté, le fameux jour, une pomme au détail chez un marchand du Bd St-Michel. La police déclarait que ce marchand ne faisait pas de vente à l'unité pour détruire le témoignage de Takbiri. Au juge d'instruction, le marchand a confirmé qu'il pra-

tiquait bien la vente à l'unité !

Quatrième élément : un pompiste aurait déclaré, selon la police, avoir reconnu Takbiri sur une mobylette orange. Or, le 29 novembre, au juge d'instruction, le même pompiste déclarait ne plus être sûr que c'était Takbiri et qu'il ne l'avait «vu que de profil» !

Que reste-t-il alors du dossier dont la police veut charger les patriotes iraniens ? Le témoignage de la victime, c'est-à-dire Keykavoussi, l'agent de la SAVAK en France ? Celui-là même qui répondait, sur son lit d'hôpital à la question : «Êtes-vous de la Savak ?» — «Je n'en suis pas membre, mais ce serait un honneur pour moi» !

Comment la justice peut-elle maintenir en prison les deux étudiants iraniens dans ces conditions ? Qui reste-t-il donc à convaincre de leur innocence, sinon le Shah lui-même ? Oskouï et Takbiri seraient-ils autre chose que les prisonniers du Shah, aujourd'hui ? Ce serait totalement intolérable ! Liberté pour les patriotes emprisonnés !

Pierre PUJOL

Suite de la une

Le gouvernement avance à cette occasion quelques mesures en faveur des postés, comme la notion de durée maximum de postes, durée après laquelle l'ouvrier devra être remis «en normale». Des repos compensateurs sont prévus ainsi que des pauses ou des «coupures» pour qu'ils puissent retrouver leur famille dans la journée. Mais derrière ces quelques réformes se cachent des silences et des menaces plus inquiétantes.

Qu'entend Stoleru lorsqu'il parle de «limiter au maximum le travail posté par la recherche de l'automatisation» ? Qui fera les frais d'une telle automatisation réductrice d'emplois en période de chômage ? Et qui en tirera profit ? Les milliers de licenciements programmés dans la sidérurgie sont là pour étayer nos craintes.

SOUS LA PRESSION DES LUTTES ET DE LA CONJONCTURE

L'attitude gouvernementale est fonction de plusieurs facteurs. Tout d'abord l'importance et l'écho des luttes des travailleurs postés ces dernières années inquiètent la bourgeoisie : CEGEDUR, Sidérurgie, SNPA, textile artificiel, Péchiney, etc...

L'impérialisme français a développé le travail posté depuis vingt ans, pour «amortir» la modernisation des équipements en aug-

TRAVAIL POSTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE



mentant leur productivité. Ainsi le pourcentage de postés est passé de 10,3% en 1957 à 21,9% en 74. Mais depuis, le capitalisme

fait le bilan de cette politique à courte vue : usée par leurs horaires et l'exploitation, la productivité des «postés» a atteint ses

limites. Les luttes ouvrières et l'aggravation de la crise ont amené le capital à repenser le problème : profitant de la pression du chômage, les patrons comptent accélérer la rotation des postés pour disposer de «troupes fraîches». Ils dirigent leurs efforts dans la recherche d'une automatisation encore plus poussée, mais là encore ils se heurtent à certaines limites (les robots ne sont pas au point). Enfin et surtout ils augmentent les cadences et réduisent les effectifs dans les usines.

Les réformettes de Stoleru sont éclairantes sur la tactique actuelle de Giscard : poussé par les luttes des travailleurs, il fait mine d'accorder quelques réformes mais uniquement dans la mesure où elles peuvent se concilier avec la logique du plan Barre. En définitive, derrière les paroles de Stoleru, la vraie question est de savoir par combien de chômeurs supplémentaires vont-elles se solder, par quel nouvel accroissement de la charge de travail pour les actifs ?

P. PUJOL

LE PCF CHERCHE DES «CONVERGENCES» ENTRE LA POLICE ET LES TRAVAILLEURS

L'IGS a décidé d'ouvrir une enquête au sujet du meurtre de Jacques Leroy, président du Syndicat des Gradés de la Police Nationale. Une affaire de famille : en effet le SGPN, le syndicat-maison des gradés, bénéficie depuis Marcelin de tout l'appui du pouvoir. Il est probable que cette intervention de l'Inspection Générale des Services soit destinée plus à «enterrer vite fait» certains dossiers compromettant qu'à enquêter sur une affaire qui ne doit plus avoir de secrets pour l'IGS... Les remous provoqués par les affaires récentes ont le mérite de ne pas gêner seulement Poniatowski. Sur le thème «sécurité et police, ce qu'en pensent les communistes» la Fédération de Paris du PCF organisait mercredi soir une réunion à l'hôtel Lutetia. Le PCF a eu l'occasion de revenir sur l'analyse qu'ils font de la police. «La police, dont la tâche essentielle d'assurer la sécurité des biens et des personnes est utilisée de plus en plus à des tâches répressives» (l'Humanité). Partant de la crise de la police qui serait due «à l'écho du programme commun» (plus qu'à l'approfondissement de la haine de classe des travailleurs

contre elle), le PCF cherche la «convergence» entre flics et travailleurs «sur la base de leurs revendications». Et il ajoute «C'est un événement qui ne peut laisser la classe ouvrière indifférente», «c'est la confirmation de la justesse des thèses du 22^e congrès», les ouvriers du Parisien Libéré expulsés tambour battant ont pu mesurer effectivement la portée de

l'événement...

Au total, la ligne du PCF apparaît dans toute sa clarté : exacerber les contradictions dans la police en appuyant une série de revendications salariales pour s'assurer après 78 la fidélité (ou au moins la neutralité) d'une fraction de la police, dont il aura besoin pour mettre en œuvre sa conception de la «sécurité» contre les travailleurs.

Le PCF réclame l'ouverture d'un commissariat de police

La municipalité de Vitry, vitrine de la gestion municipale du PCF (M. Rosette son maire est rapporteur sur ces questions au comité central) tenait samedi une assemblée publique. Devant 400 personnes J. Collet, premier adjoint, faisait état de son «inquiétude de l'état d'insécurité qui règne à Vitry», «les forces de police étant détournées au profit des milliardaires» et réclamait «une démocratisation de la police». Deux courants ont marqué cette réunion. On entendit le secrétaire général de la Fédération autonome de la police dire son accord avec le PCF sur «la nécessité d'une formation professionnelle», quel qu'un réclama «qu'on sur-

veille les immigrés et qu'on fasse travailler les jeunes délinquants sur les autoroutes». Mais nombreux furent ceux qui manquèrent de réserves : ainsi un syndicaliste de l'Éducation surveillée dira : «Nous ne pouvons pas mettre en place des mécanismes qui dans la société actuelle se retourneront contre les travailleurs», un habitant de la cité des Montagnards réclamera des locaux pour les jeunes plutôt qu'un commissariat, un avocat du MAJ dénonça le caractère de classe de la violence. Aucun cependant n'osera aller jusqu'au bout et dire nettement : «Pas de commissariat à Vitry». L'argument fallacieux du PCF est qu'il ne réclame pas

seulement un commissariat mais également le droit pour la mairie de contrôler l'utilisation des effectifs de la police ! Aujourd'hui en tout cas c'est contre les travailleurs que seraient tournés ces effectifs, Comment par exemple empêcher les saisies si les flics sont constamment sur place ? Dans une ville où il y en a entre 10 et 20 par jour la réponse est évidente. Un travailleur chilien réfugié à Vitry raconta dans une intervention comment au Chili, le 5 août 72 la police tirait sur les habitants du bidonville «Lo Hermida» faisant de nombreux morts, l'intendant de police étant membre du P«C» Chilien...

Corr. Vitry

Le 6 novembre 73 deux ouvriers trouvaient la mort en travaillant pour le compte des «Salins de Dax». L'accident était dû à l'état lamentable de l'installation électrique. La CFDT s'était portée partie civile. Trois ans après le tribunal de Dax a condamné le patron à 2500 F de dommages et intérêts à la CFDT et 6500 F d'amende pour la mort des deux ouvriers. Le PDG ne connaît même pas les murs de la prison : il a bénéficié du sursis.

QUESTIONS SYNDICALES

non à la dissolution de l'U.D. CFDT de Gironde !

Effectivement, l'UD CFDT de Gironde avait mis son matériel à la disposition de comités de soldats pour qu'ils puissent tirer leur journal. Mais dans un de ces bulletins, elle expliquait ainsi son soutien :

«La CFDT soutient les travailleurs qui luttent contre l'exploitation capitaliste.

- La CFDT ne peut donc tolérer de voir l'armée remettre en cause les acquis de la classe ouvrière (droit d'information, d'organisation, d'opinion) et briser les grèves (métro, éboueurs, aiguilleurs du ciel...).

- La CFDT dénonce l'embrigadement idéologique

du contingent notamment au cours de stages commandos ainsi que les thèmes des manœuvres (La Madeleine, Provence...) qui n'ont d'autre but que de préparer l'armée à réprimer toute mobilisation d'ampleur de la classe ouvrière ; ajoutant «Sur les lieux de travail, la CFDT se bat pour regrouper la masse des travailleurs sur des revendications de classe. A l'armée, elle soutient les appelés qui se battent sur les mêmes objectifs. C'est pour cela qu'elle a décidé de mettre son matériel à disposition des comités de soldats, tout en se réservant le droit d'exprimer

Suite à la publication d'un journal du Comité de Soldat de Souge (Mérignac), la Confédération CFDT a, par un communiqué paru dans la presse, «rappelé à l'ordre» l'UD de la Gironde. Une nouvelle fois, la confédération a préféré réserver la primeur de ses décisions à la presse bourgeoise (Le Monde), avant d'en avertir les premiers concernés !

C'était le coup d'envoi d'une nouvelle escalade dans la «chasse aux sorcières» dans la CFDT...

ses positions et son analyse.»

Le jeudi 25 novembre, la commission exécutive de la CFDT se réunissait à Paris et à cette occasion rappelait à l'ordre l'UD-CFDT de Gironde. Parlant de «redresser la situation», le 26, elle envoyait une lettre aux syndicats et sections syndicales de

syndicats de la Gironde où elle dit notamment : «Sur le plan du contenu des positions soutenues par l'UD Gironde, les positions défendues dans le bulletin des comités de soldats ne correspondent pas aux positions et revendications défendues par la CFDT».

Enfin, la commission exécutive convoquait, rue

Montholon, le 1^{er} décembre, une délégation de représentants élus de l'UD de la Gironde et demandait en outre à l'Union Régionale d'être présente pour «demander des comptes».

Le Bureau National des 2 et 3 décembre, mandaté par la C.E. a pris la décision de dissoudre l'UD de Gironde, qui vient d'entrer en application !

Les pressions du PS dans la CFDT, pour faire un sort à l'UD-33, ont été fortes. Cela faisait longtemps déjà que mitterrandistes ou CERES étaient unis pour dénoncer une organisation qui, (selon eux), «ne s'occupent pas

des vrais problèmes des travailleurs mais seulement des choses mineures» (nucléaire, soldats, chômeurs). Pour parvenir à ses fins, le BN-CFDT met en avant le 37^e Congrès Confédéral. Mais où ont-ils donc pris que soutenir des comités de soldats soit impossible ? C'est la thèse de constitution d'un «syndicat de soldats» qui a été battue et rien d'autre ! Ce n'est là qu'un prétexte de plus que s'offrent les réformistes pour liquider les opposants à leur ligne dans le syndicat (opposants qualifiés de «gauchistes» et de «basistes») à l'approche des échéances électorales !

Bordeaux : «OPERATION COUP DE POING» DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE CONTRE L'UD-CFDT !

Se basant sur ce que la direction confédérale appelle un «non respect politique de l'action confédérale», le Bureau National a donné mandat à la Commission Exécutive pour préparer avec l'Union Régionale Aquitaine et les Fédérations un Congrès des Syndicats pour «définir une nouvelle politique d'action». Pour préparer ce congrès, la Commission Exécutive confédérale a décidé de mettre en place avec l'Union Régionale et sous la responsabilité de celle-ci un nouveau collectif au lieu et place du Bureau actuelle de l'UD. En clair, c'est une dissolution de l'UD Gironde, d'autant qu'on apprend maintenant la dissolution du Conseil d'UD. Certains syndicalistes parlent même de «putsch».

C'est la première fois dans l'histoire du mouvement syndical en France que l'on assiste à un pareil procédé ! C'est une attaque sans précédent contre le syndicat, instrument de lutte des travailleurs.

DÉCEMBRE 75 :
LA BOURGEOISIE
S'EMPARA DE L'AFFAIRE
DES COMITÉS
DE SOLDATS POUR
RÉPRIMER
L'ORGANISATION
SYNDICALE

mobilisation, ils durent quitter Bordeaux sans avoir accompli leur mission ! Cependant, il ne faudrait pas s'y tromper. Cette nouvelle affaire des Comités de

Soldats est bien montée : le but de la confédération c'est de continuer la normalisation qui s'est précisée depuis le 37^e congrès. (Voir OqP - Rapport Maire et Decaillon).

En Gironde, parmi ceux qui sont plus particulièrement visés, nous trouvons la section syndicale de la SEP qui s'est réellement battue avec les travailleurs contre la répression (plus de quinze cents personnes au meeting organisé en commun avec le Syndicat des Métaux). Visé aussi le syndicat Santé Services sociaux... C'est une attaque en règle contre ceux qui, hier comme aujourd'hui, ont toujours refusé de subordonner leur lutte aux échéances électorales et ont mobilisé les travailleurs pour

riposter à toute attaque de la bourgeoisie !

IL FAUT CHOISIR !

Cette dissolution est l'œuvre des tenants de la politique du Parti Socialiste dans la CFDT qui visent un but très clair : faire des syndicats CFDT, des porte-parole dociles du programme de Mitterrand, les empêcher de remplir leur véritable rôle : aider les travailleurs à partir au combat contre la politique de la bourgeoisie. Pour cela, ils ne reculent devant rien ! Des bruits courent déjà selon lesquels l'UR Aquitaine CFDT tenterait de mettre en place un nouveau syndicat des métaux «bien pensant» celui-là !

Ainsi, Marchais, Séguv, Mitterrand et Maire prépa-

rent 78. Une circulaire de l'UD CGT 33 le souligne en indiquant à ses militants d'être plus conciliants avec la CFDT puisque celle-ci entreprend de régler ses problèmes.

Pour les militants CFDT, deux voies s'ouvrent aujourd'hui :

- le diktat de la confédération, c'est-à-dire accepter la main-mise du PS sur l'UD 33 et, à terme, la dissolution de sections syndicales, de syndicats, de fédérations... et donc l'exclusion de ceux qui mènent les travailleurs à la lutte !

- Ou bien se battre dans les syndicats pour exiger que soit annulée la décision arbitraire de dissolution de l'UD, c'est donc,

- Se battre pour construire

une UD qui soit une arme de plus en plus efficace pour mener le combat qui doit être le nôtre aujourd'hui ; la lutte d'ensemble contre le plan Barre !

C'est dans cette seconde voie que s'engagent et s'engageront dans les jours à venir tous les militants CFDT qui pensent que le syndicat doit être l'outil de tous les travailleurs !

C'est dans cette seconde voie que s'engagent et s'engageront dans les jours à venir tous les militants CFDT qui pensent que le syndicat doit être l'outil de tous les travailleurs !

Correspondant Bordeaux

Rappelons-nous les arrestations, les perquisitions, les inculpations qui se sont alors rabattues sur les militants syndicaux CFDT dont le propre secrétaire de l'UD de la Gironde ! La riposte fut massive et vigoureuse. A Bordeaux, des milliers de travailleurs affirmèrent leur volonté de soutenir les travailleurs sous les drapeaux et l'ensemble des travailleurs sous les drapeaux et l'ensemble des travailleurs victimes de la répression. Cette force, cette volonté, décida l'UD après un large débat dans l'organisation de continuer à soutenir les «travailleurs sous l'uniforme»...

DÉCEMBRE 76 :
QUAND
LA CONFÉDÉRATION
S'EMPARA DE
L'AFFAIRE DES COMITÉS
DE SOLDATS POUR
METTRE AU PAS
L'ORGANISATION
SYNDICALE

Déjà début 76, une «commission d'enquête» (dirigée par J. Laot) s'était déplacée pour demander des comptes à l'UD. Refusant le débat avec l'ensemble des militants ayant participé à la

3^e congrès de l'UR-CFDT de Basse Normandie

UN CONGRES DE LUTTE

C'est sous le signe de la confirmation et de l'approfondissement des orientations définies par les Congrès de 1972 et 1974 que s'ouvre aujourd'hui le troisième Congrès de l'UR-CFDT de Basse-Normandie. C'est aussi sous le signe des rapports avec la direction confédérale. «Un contentieux est progressivement apparu», est-il indiqué à ce sujet dans le rapport d'activité présenté au Congrès par le Conseil Régional. Il y a, en fait, bien plus qu'un contentieux ; les divergences portent bel et bien sur des questions de fond et notamment sur l'après-78.

La très probable confirmation des orientations sur lesquelles repose l'action de l'UR-CFDT depuis sa création, prendra une signification particulièrement importante dans cette période, où le parti socialiste, par l'intermédiaire de ses hommes dans les structures confédérales, se livre avec frénésie à une tentative de mise en ordre à large échelle dans les rangs de la CFDT.

Dans l'UR Basse-Normandie, le courant qualifié par Maire de «basiste» est

particulièrement fort. De très nombreuses sections syndicales sont animées par des militants qui fondent leur action sur un syndicalisme de masse et s'efforcent de mettre les structures syndicales au service des luttes. C'est sur ces bases que la CFDT a connu un développement important. On ne comptait pas moins de cinquante nouvelles sections syndicales entre le Congrès de 1972 et celui de 1974. L'UR de Basse-Normandie prenait ainsi la deuxième place dans le développement

de la CFDT, juste après la Franche-Comté.

DES ORIENTATIONS POSITIVES

Les textes à partir desquels se dérouleront les travaux des congressistes sont essentiellement tournés vers l'action. Ils soulignent avec force la nécessité de la lutte et reprennent l'essentiel des revendications sur lesquelles les travailleurs se sont mobilisés depuis des mois : augmentations non hiérarchisées de salaire, remise en cause du système hiérarchique patronal, droit à l'emploi pour tous au pays, retraite à 80% du SMIC, indemnité chômage au moins égale au SMIC...

Une large place est réservée dans le projet de résolution générale à un point sur lequel le débat avait été vif au 37^e Congrès d'Annecy : l'union des forces populaires.

Deux aspects importants sont soulignés à ce sujet : premièrement, c'est autour de la classe ouvrière que doit s'effectuer l'union des forces populaires : «... la classe ouvrière doit former la majorité de forces et en avoir le rôle moteur, dirigeant...» Deuxièmement, l'union doit se faire sans aucune exclusive : les seules conditions posées sont : «la non-profession d'un anti-syndicalisme sectaire», la volonté manifestée de lutter pour s'unir et le respect des engagements pris collectivement.

Voilà qui ne plaira sans doute pas du côté de Montholon.

A PROPOS DES MENÉES DE LA DIRECTION CONFÉDÉRALE

Dans le rapport d'activité, les divergences apparues avec la direction confédérale sont largement exprimées : depuis les compte-rendus

falsifiés du deuxième Congrès en 74, faits par un journaliste de «Syndicalisme Hebdo», absent des travaux, jusqu'aux pressions exercées pour retirer le soutien de la CFDT au «groupe chômeurs» ou à «Quest-licenciements» (journal des grévistes de Caron-Ozanne) en passant par le soutien ouvert (notamment en la personne de Jacques Moreau) aux tentatives fractionnelles de certain syndicat de Cherbourg, dirigé par le PS.

Face à ces menées anti-démocratiques, les cédétistes bas-normands réaffirmeront leur volonté que s'établissent des relations «normales» avec les instances dirigeantes de la CFDT, mais «sur des bases claires et cohérentes». Dans cette période d'intense répression, à l'intérieur de la CFDT, nous suivrons avec intérêt le déroulement de ce troisième Congrès de l'UR CFDT de Basse Normandie.

Gérard PRIVAT

INTERNATIONAL

nouvelles d'Afrique

● 25 TONNES D'ARMES SOVIÉTIQUES DESTINÉES AU TCHAD

Au Tchad, longtemps chasse gardée de l'impérialisme français, le social-impérialisme est en train de prendre le relais pour tenter d'assurer au gouvernement de Malloum les moyens militaires d'écraser la lutte du peuple tchadien.

Suivant une technique maintenant classique, l'URSS a commencé à s'implanter au Tchad par le biais d'accords « culturels » signés avec Tombalbaye, alors président de la République du Tchad, lors d'une visite officielle qu'il a effectuée à Moscou (1969).

L'« aide » soviétique qui a suivi ces accords a été le plus visible dans le domaine de l'enseignement : attribution de bourses de plus en plus nombreuses à des étudiants tchadiens pour aller faire leurs études en URSS, envoi d'enseignants soviétiques au Tchad, et dans le domaine médical.

Le 13 avril 1975, un coup d'État militaire élimine Tombalbaye : l'armée, avec à sa tête Malloum, prend le pouvoir au Tchad. Des contradictions apparaissent entre le nouveau gouvernement et l'impérialisme français, notamment au sujet de l'affaire Claustre, le gouvernement français ayant voulu régler la dite affaire par dessus la tête du gouvernement Malloum, se croyant sans doute encore aux plus beaux jours de la colonisation. Malloum, après sa prise de pouvoir, demande le retrait des troupes françaises du Tchad, ce qui sera pour une bonne part fait.

Mais le social-impérialisme attend son heure. Il va profiter du déclin d'un impérialisme secondaire pour proposer ses services dans le domaine de la coopération militaire. Une délégation du Conseil Supérieur Militaire se rend en URSS en novembre 1975. A partir de ce moment-là, l'Union Soviétique va déverser au service du gouvernement militaire une grande quantité de matériel de guerre et de munitions, allant du Kalashnikov à l'hélicoptère, en passant par les chars, Gageons qu'ils ne tarderont pas à envoyer des MIG 17 ; des instructeurs militaires soviétiques sont depuis lors au centre d'instruction militaire de Moussoro et deux contingents de soldats tchadiens viennent d'aller se « perfectionner » en URSS. Vingt-cinq tonnes d'armes et de munitions en provenance de l'Union Soviétique et destinées au gouvernement tchadien sont immobilisées au Nigéria depuis août 76, en attendant d'être acheminées.

Or le peuple tchadien, sous la direction du FROLINAT (Front de Libération Nationale du Tchad) mène depuis plus de dix ans la lutte armée contre le pouvoir néo-colonialiste de N'Djamena et l'impérialisme pour la libération nationale. Cette lutte n'a cessé de s'intensifier alors que, parallèlement, le pouvoir s'enlisait dans une répression barbare. Tombalbaye en 1969 fait appel à l'armée française pour tenter d'anéantir la lutte armée, mais en juillet 72, le chef du corps expéditionnaire français, Cortadillas, avoue sa défaite : « Il faudrait au moins 50 000 hommes pour pacifier le Tchad », déclare-t-il.

Depuis le coup d'État de 1975, Malloum a continué la même politique que son prédécesseur à l'égard de la lutte de libération nationale. On assiste actuellement à un ratissage systématique dans le Nord du pays : bombardements, villages brûlés, population civile tuée et arrêtée. Dans l'Est et le Sud-Est du pays, c'est une véritable guerre de position qui s'est installée entre les Forces Populaires de Libération du FROLINAT d'une part, et l'armée de Malloum d'autre part, et c'est cette armée-là, celle de Malloum, qui est aujourd'hui équipée et entraînée par le social-impérialisme.

A qui le social-impérialisme pourra-t-il encore faire croire qu'il est « l'ami des peuples », en tout cas certainement pas au peuple tchadien désormais.

A.J.

● GHANA : NATIONALISATION D'UNE RAFFINERIE PÉTROLIÈRE

Depuis le 29 novembre, le gouvernement ghanéen a pris possession de la raffinerie Ghana-Italie (GHAIP), possédée par le trust italien ENI. Toutes les actions de la raffinerie ont été remises au gouvernement ghanéen. C'est « une expression éminente de nos aspirations nationales à la confiance en soi dans le domaine économique », a notamment souligné le commissaire ghanéen à l'industrie, au cours de la cérémonie où la compagnie fut rebaptisée « Compagnie Pétrolière du Ghana ».

● TROIS PAYS DE L'OUEST AFRICAÏN METTENT SUR PIED UNE CIMENTERIE :

Trois pays d'Afrique de l'Ouest, Côte d'Ivoire, Ghana et Togo, ont posé la première pierre d'une usine commune de cimenterie. C'est la première réalisation commune des pays d'Afrique de l'Ouest qui constituent une communauté de l'Ouest africain.

Des emprunts ont pu être réalisés auprès des grandes banques mondiales ; notamment la BIRD et les instituts européens, le Fonds Européen de Développement (FED) et la Banque Européenne d'Investissements (BEI) ainsi qu'auprès des instituts de crédits africains et arabes.

Réunion de l'OTAN

UNE PRÉPARATION OUVERTE À LA GUERRE

La réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN a été marquée par un message de Carter, sa première intervention en politique étrangère depuis son élection. Il a notamment fait savoir que sa politique ne serait pas différente de la politique suivie par l'administration Ford.

Dans le communiqué publié à l'issue de la réunion, seul est évoqué le renforcement des forces conventionnelles de l'OTAN « particulièrement dans le domaine de la défense anti-chars et de la guerre anti-sous-marins », c'est-à-dire les deux domaines où le potentiel soviétique est de plus en plus supérieur aux forces de l'OTAN.

Les discussions sur la stratégie nucléaire n'ont pas été rendues publiques bien que depuis plusieurs semaines, certains experts et sénateurs US envisagent l'abandon de la « riposte graduée » prônant l'utilisation des armes nucléaires dès le début d'une guerre.

La grande affaire a été la mise sur pied d'un réseau de surveillance radar à partir d'une flotte de 27 avions survolant sans cesse l'Europe et capable de détecter les envois de tout avion jusqu'à une distance de 480 km à l'intérieur du territoire soviétique. Officiellement, ce sont des problèmes de coût qui ont empêché un accord. Mais le fait que les États Unis fournissent l'ensemble du

système et en contrôlent l'utilisation, tandis que les pays européens sont astreints à partager les frais, n'est pas étranger à cette mésaventure.

Cette réunion a cependant montré une chose : les questions d'une guerre en Europe sont devenues des problèmes pratiquement

immédiats au niveau de l'OTAN. De réunions du Pacte de Varsovie, comme celle qui s'est déroulée, il y a une dizaine de jours, en réunions de l'OTAN, les États Unis et l'URSS organisent de plus en plus ouvertement les moyens de mener une guerre en Europe même.

Le radar volant déjà en action en URSS

Les Soviétiques ont déjà déployé un système de radar volant analogue à celui que les USA veulent déployer en Europe, affirment les experts militaires américains. Selon eux, les avions radars ont été utilisés lors de la guerre du Bangladesh en

1971 pour guider les bombardements de l'aviation indienne. Les Soviétiques les auraient utilisés en 1973 pendant la guerre du Moyen Orient. Récemment, ils survolaient l'Atlantique Nord et l'Arctique.

UNE USINE NUCLÉAIRE EN INDE

L'URSS a vendu 200 tonnes d'eau lourde à l'Inde en remplacement du combustible que le Canada qui avait installé la centrale refuse de livrer à la suite des premiers essais par l'Inde d'armes nucléaires, réalisées grâce à cette centrale.

L'hypocrisie des Soviétiques contre la « prolifération » éclate ainsi en pleine lumière : ils sont contre la prolifération qui ne leur sert pas. Dans le cas de l'Inde, cela leur permet de réaffirmer leur tutelle sur l'Inde, qu'ils ont notamment établie en se faisant les principaux fournisseurs d'armes du pays,

encourageant le régime dans toutes ses aventures expansionnistes. Au cours des derniers mois des contradictions étaient apparues, l'Inde tentant de desserrer l'étau soviétique. Cette livraison permettra de faire accepter, malgré tout, la

tutelle soviétique : elle vient renforcer le projet indien de se montrer une puissance formidable pour intimider ses voisins, et les soumettre. Ainsi l'URSS utilise les ambitions expansionnistes de l'Inde pour étendre sa domination dans ce pays.

me Joan Baez dans l'Amérique de la guerre du Vietnam.

● EURO-REVISIONNISME : LE PCF CONTRE LARDA :

Une revue d'Allemagne de l'Est s'en prend brutalement au PCF pour son attitude dans l'affaire Biermann. Dans le même temps, un membre du PCF écrit dans le Monde une tribune où il dit notamment « Tous les communistes de demain seront critiqués » comme Biermann qui se dit « communiste critique ». Il conclut sa tribune sur cette phrase « On espère que Biermann chantera en RDA com-

● BREJNEV ORGANISE SA PUBLICITÉ : A l'occasion de son sixième anniversaire, Brejnev a fait produire un film et réaliser un livre à sa gloire. De nombreuses photos le montrent en brave grand-père inoffensif. Croit-il faire oublier ainsi aux peuples d'URSS, les ouvriers qu'il fait assassiner, les opposants qu'il expédie dans les hôpitaux psychiatriques ?

une position dangereuse

Un certain nombre de personnalités ont publié une demi page dans « Le Monde » dénonçant l'Europe Germano-américaine. Dénonçant à juste titre l'évolution récente de la construction de l'Europe, elles affirment qu'elles n'accepteraient jamais une Europe dominée par l'impérialisme des USA et une RFA qui revient aux rêves traditionnels de la bourgeoisie pan-germaniste. Ils soulignent également que « la chasse aux sorcières qui se développe (en Allemagne) préfigure ce que serait le sort (des peuples d'Europe) dans une Europe « intégrée, protégée » par les Américains et dirigée en leur nom par la RFA ».

Ces tendances se sont effectivement manifestées à maintes reprises au cours des derniers mois et cristallisées dans le projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel, et doivent être combattues.

Mais en même temps il est dangereux et intenable de passer sous silence le danger qui menace l'Europe, du fait des ambitions soviétiques de plus en plus ouvertes et matérialisées par l'enveloppement que les forces militaires soviétiques organisent autour de tous les pays européens. Les États-Unis consolident leur suprématie en Europe avec d'autant plus de vigueur que les menaces soviétiques contre leur sphère d'influence se font plus pressantes.

C'est cette rivalité acharnée dont l'enjeu sont nos pays qui constitue la menace la plus pressante en Europe. C'est elle qu'il faut combattre. Ne combattre qu'une des super puissances c'est laisser l'autre agir dans l'ombre et en fin de compte ne pas repousser réellement le spectre que l'on veut chasser, celui d'une « Europe Germano US ».

● LES POTS DE VIN DE COCA COLA : 600 000 dollars (3 millions de francs) telle est la somme que Coca Cola a avoué avoir versé dans des pays étrangers. On savait que Coca Cola était le principal ambassadeur de la culture américaine, s'implantant dans tous les pays possibles.

On savait qu'à l'occasion il couvrait la CIA grâce à son important réseau. On sait maintenant qu'il subvenait à ses menus frais en organisant avec les autres compagnies américaines la corruption des politiciens. Se faire arroser par Coca Cola, il ne faut pas être dégoûté ! Il faut avoir de l'estomac !

● USA : PAS D'ALLOCATION DE MATERNITÉ POUR LES OUVRIÈRES : La Cour suprême des États Unis a décidé qu'un employeur n'était pas tenu de payer des indemnités à une femme obligée de prendre des congés maternité. Ce jugement vient à la suite d'une plainte déposée par sept femmes enceintes de « Général Electric », une entreprise qui leur refusait les indemnités « congés maternité ».

La loi américaine a tranché, en donnant raison aux patrons. Voilà la réalité de la « démocratie américaine ».

● GISCARD ET L'OTAN : RUMEURS ET DÉMENTIS : Une agence de presse US a lancé un bruit selon lequel la France participerait à un directoire de l'OTAN. Aussitôt Giscard a publié un démenti où il affirme qu'il n'en a jamais été question, et que la politique française reste la même que celle « définie il y a 18 ans ». Pour le moins, c'est une contre vérité : de glissement en glissement la politique militaire de Giscard s'est de plus en plus rapprochée de l'intégration dans l'OTAN. Mais la dépêche américaine est une « indiscretion » par laquelle les USA veulent pousser un peu trop vite Giscard sur la pente sur laquelle il glisse.

Corée du Sud : MANIFESTATION A SEOUL CONTRE LA C.I.A. CORÉENNE

Une manifestation a été organisée à Séoul, capitale de la Corée du Sud, exigeant du gouvernement qu'il dévoile tous les faits découverts à la suite du scandale de la CIA coréenne aux USA. La police a chargé brutalement les manifestants et de nombreuses arrestations ont eu lieu.

La CIA coréenne (KCIA) a été créée par la CIA américaine. Ses agents organisent les sabotages en Corée du Nord. Elle pourchasse également les opposants patriotes au régime de Park Chung Hee. Ceux-ci sont abattus, enlevés dans des pays étrangers et ramenés en Corée où ils sont jetés en prison.

Le scandale de la KCIA a éclaté à la veille des élections présidentielles américaines : un gouverneur et un sénateur ont reconnu publiquement avoir touché régulièrement des fonds de la KCIA, moyennant quoi ils défendaient les intérêts de la Corée du Sud aux Etats-Unis. Le lobby coréen était mis en accusation et du même coup la KCIA qui l'organisait. Ainsi les agissements de cette organisation étaient dénoncés, la surveillance exercée par celle-ci sur les Coréens vivant aux USA, le chantage qui leur était adressé, autant de choses niées jusqu'alors, qui étaient soudainement dévoilées. Et ce sont ces révélations que le mouvement patriotique veut rendre publique dans toute leur ampleur en Corée du Sud : c'est une indication très évidente de la nature du régime de Park.

Pour celui-ci, la situation est difficile : que tout à coup son lobby, et la KCIA soient menacés aux USA qui les ont eux-mêmes formés pour asseoir le régime de Park, autant de signes que quelque chose se prépare sans doute à son sein même de l'impérialisme américain pour modifier sa position.

UNE PARLEMENTAIRE EMPRISONNÉE

Une parlementaire a été condamnée à un an de prison pour violation de la loi électorale, en réalité pour avoir traité Park Chung Hee de dictateur.

● **THAÏLANDE : ACTIONS ARMÉES PRES DE BANGKOK :** Un camp de la police a été attaqué par les quérillers thaïlandais à cent kilomètres à l'Est de Bangkok. Un caporal a été tué et quatorze policiers blessés reconnaissent la junte fasciste.

Depuis le coup d'Etat non seulement les fascistes ont été impuissants face à la quérilla, mais en plus celle-ci s'est étendue : les progressistes et démocrates de Bangkok ont largement rejoint la lutte armée.



Une manifestation de masse à Séoul contre le régime de Park Chung Hee

Giscard, le Tiers Monde et la «détente»

A peine arrivé à Paris, de retour de Belgrade, Giscard a renouvelé sa proposition de réunion d'un sommet des pays occidentaux au début de 1977, notamment en la demandant à Carter et au gouvernement japonais, issu des élections qui viennent de se dérouler.

Ainsi, en apparence, Giscard parle deux langages : l'un dans le communiqué commun entre Tito et lui où il affirme que «Nord-Sud»

RÉUNION NORD-SUD AJOURNÉE L'OPEP SE RÉUNIRA BIEN LE 15 DÉCEMBRE

La décision prise à La Haye par les pays européens de ne pas répondre favorablement aux revendications du Tiers-Monde a de nombreuses conséquences. La première est le renvoi à plus tard — probablement en mai 77 — de la réunion ministérielle de la conférence Nord-Sud. La seconde est que le report au 20 décembre de la réunion des pays de l'OPEP n'a plus lieu d'être puisque ce report était prévu pour permettre à la réunion ministérielle de se tenir avant celle de l'OPEP.

En troisième lieu, le groupe des 19 de la conférence Nord-Sud (pays du Tiers-Monde) se réunira sans doute à la mi-janvier pour définir une attitude commune face au blocage de la conférence par les pays industrialisés et notamment par les USA et la RFA et aux pressions exercées par l'impérialisme pour briser l'unité du Tiers-Monde.

doit favoriser l'établissement et l'approfondissement, entre les pays industriels développés et les pays en voie de développement, du climat de confiance et de coopération indispensable à la solution des problèmes posés par les relations économiques existant actuellement dans le monde. L'autre langage il le tient à Paris et à La Haye où en fait de coopération, il organise la confrontation en appelant à une réunion des pays occidentaux dont le projet est de resserrer les liens entre eux pour imposer leurs vues aux pays du Tiers Monde.

Le communiqué commun franco-yougoslave portait par ailleurs sur la «détente».

Il affirmait notamment que la détente «exclue les arrangements entre les blocs et tout ce qui vise à privilégier leur renforcement».

La Yougoslavie, qui tient à poursuivre sa politique de non-alignement, trouvait ici l'occasion de manifester une fois encore son refus de participer au bloc du pacte de Varsovie, en opposition aux avances faites par Brejnev.

Giscard lui, reflétait une position définie par le marché commun qui a refusé de négocier avec le COMECON bloc placé sous la houlette de l'URSS mais qui veut en même temps mettre sur pied des relations avec chaque pays membre, séparément.

● PALESTINE :

Des grèves et des manifestations ont repris en Cisjordanie pour protester contre la TVA israélienne. Les commerçants de plusieurs villes de Cisjordanie ont fermé leurs magasins, les habitants sont descendus dans la rue. En juin dernier, une grande mobilisation de la population a fait reculer les autorités sionistes sur l'imposition de la TVA qui est contraire aux accords de Genève, relatifs aux territoires occupés.

● **MEXIQUE : LES PAYSANS REFUSENT DE SE FAIRE EXPULSER :** Les paysans résistent aux forces de police chargées de les expulser des terres

qu'ils occupent. A la veille de l'investiture de Portillo comme nouveau président, dix mille paysans sans terre avaient envahi les grandes propriétés terriennes et les occupaient depuis cette date.

● GROUPE ANDIN :

Le commerce entre les pays du groupe Andin de l'Amérique Latine a fait des progrès depuis la mise sur pied de ce groupe, il y a sept ans. La valeur des échanges commerciaux entre les pays est passée de 100 millions de dollars en 69 à 950 millions en 75. Actuellement, 30% des produits manufacturés exportés sont échangés entre eux.

Espagne

CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE PORTE OUVERTE AU GOUVERNEMENT

Le PSOE (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol), a achevé son congrès mercredi. En présence de plusieurs chefs de file de l'Internationale «socialiste», dont Mitterrand, Olaf Palme, et Willy Brandt, c'est une ligne «modérée» qui l'a emporté, modérée surtout à l'égard de Juan Carlos.

Bien qu'il maintienne son abstention au référendum du 15, qui est en fait «l'affaire» de Suarez, et qui doit sanctionner la défaite de la vieille garde franquiste, le PSOE se prépare activement aux prochaines élections législatives, qui constituent l'échéance la plus importante pour lui, puisqu'elles définiront l'orientation que se donnera la bourgeoisie pour diriger les affaires de l'Etat. Felipe Gonzalès, secrétaire général du Parti a d'ailleurs donné le ton en déclarant : «Si l'opposition se cantonne dans une attitude purement négative au cours des négociations, elle risque de s'isoler du peuple, et cela peut s'avérer dangereux».

L'INFLUENCE DE BRANDT

Willy Brandt a pesé dans l'orientation politique du congrès, ses interventions allant dans le sens d'une modération de l'analyse politique, l'aide financière qu'il apporterait au PSOE

● ALLEMAGNE : BASSE-SAXE

Après l'élection d'un chrétien-démocrate en Basse-Saxe, la coalition sociaux-démocrates et libéraux a éclaté. Alors que dans les autres régions, la coalition des deux partis est toujours présente, en Basse-Saxe, les libéraux ont formé une coalition avec les gagnants des élections, les chrétiens-démocrates.

étant subordonnée, et proportionnelle, à l'acceptation de ses idées. Recu en marge du congrès en audience privée par le roi, et par Suarez, il leur a donné sans doute des assurances sur l'orientation politique du parti socialiste espagnol, et sur ses espoirs de voir le parti entrer pleinement dans la nouvelle redistribution des forces politiques de la bourgeoisie espagnole.

La volonté de Gonzalès de trouver un compromis avec le roi, apparaît de plus en plus nettement. Son opposition et sa fermeté à l'égard de l'équipe de Suarez, ne s'affirment que sur des points où il n'y a pas d'opposition de fait. Par exemple, Gonzalès intervenait récemment auprès des socialistes au pouvoir en

Europe, et principalement auprès de Brandt, pour demander que l'Europe s'oppose à l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun tant qu'elle n'aura pas mis en place une institution démocratique. Or, Suarez lui-même, déclarait lors de sa venue à Paris seulement jeter les bases d'une future entrée de l'Espagne dans le Marché Commun.

Préparer la nouvelle gestion de l'Etat bourgeois, tel est bien l'objectif du PSOE.

P. VIDAL

LIBAN :

● **SARKIS NOMME SON PREMIER MINISTRE**
● **ASSAD SE REND EN JORDANIE**

Le président libanais, Sarkis a désigné son premier ministre, Selim al Hoss. Celui-ci est un banquier qui n'a pas jusqu'à présent été sur le devant de la scène politique.

Chamoun faisait obstacle à la désignation de «technocrates» exigeant un cabinet «politique» c'est-à-dire un cabinet où lui et les phalanges puissent agir directement. Il a finalement dû accepter cette manipulation, et faire taire momentanément ses exigences.

COMBATS AU SUD LIBAN

Au moment où Sarkis annonçait à Beyrouth la nomination du premier ministre, des combats avaient lieu au Sud Liban : les fascistes ont attaqué les combattants patriotes à proximité de la frontière de l'Etat d'Israël.

● **ASSAD EN JORDANIE :** De son côté, Assad s'est rendu à Amman, capitale de la Jordanie pour y rencontrer Hussein. Ils ont décidé de mettre en place une commission de haut niveau pour instaurer une coopération plus étroite sous la supervision de Assad et Hussein.

Cette union des deux pays est une étape dans le projet syrien qui englobe dans une fédération, Syrie, Liban, Jordanie. L'agression syrienne au Liban, sa tentative de faire plier la Résistance Palestinienne étaient directement fondées sur ce projet de faire de la Syrie le maître de la région aux côtés d'Israël et de l'Egypte.

Devenez «ABONNÉ-AMI» du Quotidien du Peuple

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

● Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception des parutions du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre révolution en Argentine» de Géza et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans la manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Geïes Servet (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andrés Bello (un peuple en lutte : Espagne)

● Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»

● Sur présentation de la carte

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :

La librairie populaire (rue Dugesclin) à Lyon

«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans

La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille

«Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux

«Librairie 71», 24 rue J.-Jaurès à Nantes

«L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen

Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris

«Graffiti», 210, rue J.-Jaurès à Brest

Librairie «L'ère», 16 rue Sainte à Marseille

«Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand

Librairie Giraudon, 20 rue de Keraumont à Lannion.

de 15% à la librairie «Le Grand jeu», 20 rue Colbert à Reims

de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5^e

Cinémas (tarif étudiants tous les jours) :

«La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5^e

«Olympic», 10 rue Boyer

«Entrepot», 7 rue Pressensé

«Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

Abonnement normal 300 F

Abonnement de soutien 500 F

Abonnement de soutien F

Mode de versement :

En une fois

En trois fois (échelonné sur trois mois)

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

DANS NOTRE COURRIER

«Bouffée d'air frais»

Camarades

Je reprends encore la plume pour poser la question du journal. (...)

Au début le journal était mal fait mais il était agréable. Aujourd'hui ça tourne, c'est bien huilé mais il est beaucoup moins attrayant. Peu de révélations politiques vivantes, de faits, d'enquêtes. Beaucoup de compilations, de chiffres, des édités une fois sur deux consacrés aux querelles de la majorité. Dans ce journal on y sent beaucoup moins le souffle des masses. Et même dans

les pages ouvrières où l'on trouve de fréquents et longs extraits de telle ou telle structure de la CFDT, des études sur le textile ou autres et moins d'échos de lutte. Les articles de Bréhat sur les pêcheurs bretons étaient de ce point de vue une véritable bouffée d'air frais (celui du vent du large). Voilà ce qu'il nous faut : cet article aura plus fait contre le social-impérialisme que bien des analyses internationales (...)

F. Vitry

Une travailleuse de la télé nous écrit

Chers camarades,

C'est avec un intérêt grandissant que je lis assez régulièrement une bonne information et une ligne politique juste. C'est ainsi que l'annonce d'un dossier sur la radio-TV a retenu mon attention : travaillant à l'A 2 depuis maintenant 4 mois, obligée d'y rester pour raisons de «gagne pain» je n'ai pas encore réussi à rencontrer un groupe avec qui suivre une ré-

flexion sur ce qui se passe ici. Comme il m'intéresserait de mettre à jour certaines contradictions, et que votre perspective d'enquête répond à ce besoin, ma question est : pouvez-vous m'indiquer des gens à contacter au sein de l'entreprise pour réfléchir avec eux, voire lutter avec eux.

A.D Paris.

VIE QUOTIDIENNE

Chers Camarades,

Je tiens à vous mettre au courant d'un fait qui s'est déroulé à l'école où va ma fille qui aura bientôt 7 ans. (première année d'école primaire après la maternelle...)

On a distribué aux enfants le bon ci-joint imprimé par la Caisse d'Épargne de Villefranche sur Saône.

Il est proprement scandaleux de s'adresser aux enfants pour soutirer de l'argent. Bien entendu nous avons refusé d'ouvrir un livret de Caisse d'Épargne à notre fille.

Mais, le lendemain elle est arrivée à la maison en pleurant car ceux qui avaient pu verser de l'argent pour ouvrir ce livret, s'étaient vus récompenser par un cadeau offert par la Caisse d'Épargne (à savoir une règle empaquetée dans un plastique avec un écu-reuil)

J'en ai tiré deux conclusions :

- Le plan Barre s'applique aussi aux enfants
- Le gouvernement bourgeois commence tôt le bourrage de crâne capitaliste. (épargne, banques, etc...)

B Villefranche.

A Villefranche sur Saône

La Caisse d'Épargne s'adresse aux enfants...



Communiqués

Maison de la culture d'Amiens

MARTIN EDEN

D'après le roman de Jack London, par le théâtre de la SALAMANDRE

- Vendredi 10 décembre : 20 h 30
- Samedi 11 décembre : 21 h
- Mardi 14 décembre : 20 h 30

...

L'«Association France Laos d'Amitié et de Solidarité», organise :

LE 10 décembre
44, rue de Rennes
à partir de 20 h 30

Une réunion d'information, avec un film, sur la République Démocratique Populaire Lao

...

CLICHY : SOIRÉE CABARET,
avec le chanteur breton Serge Kerguiduff
et deux groupes folk, on y dansera,
à l'ARC 3 rue du docteur Calmette à Clichy 92110
(Métro porte de Clichy) le vendredi 10 décembre à 21H

REUNION DEBAT A RENNES

Cellule du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste - Maupas à Rennes -

Vendredi 10 décembre

Centre Social de Saint Exupéry - 20 h 30 -

Thème de la réunion-débat

- Nous n'avons rien à attendre de 78
- Luttons dans les syndicats
- Offensive ouvrière ! Unité Populaire



Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte n° 7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

feuilleton

325 000 FRANCS

de
Roger VAILLAND

65^e épisode

Busard retourna sa bicyclette et se mit à expliquer le principe des démultiplications, et comment on utilise le dérailleur et les braquets, en fonction de la pente, du vent, selon qu'on prend un virage à la corde ou sur le plus grand rayon, et aussi en rapport de l'attitude des adversaires et en tenant compte de sa propre fatigue.

« En somme il n'y a pas de règle absolue, disait-il. Trop de facteurs entrent en jeu. Certains te diront pourtant qu'il y a des règles absolues. A mon avis ce n'est pas tout à fait vrai. Un grand coureur doit aussi sentir à quel moment il doit changer de braquet et quel calibre il doit choisir. Mais même si tu as de l'instinct, il faut d'abord que tu saches... »

Le Bressan posait des questions, répétait les réponses. Il voulait faire tout de suite l'épreuve de ses nouvelles connaissances et proposa de descendre au Clusot et de remonter par les treize lacets. Il était trop tard. Le soleil était déjà caché par les crêtes.

« On remontera aux lanternes.

— On ne court pas aux lanternes.

— L'hiver dernier, je me suis entraîné à la lanterne.

— Pour être champion, tu es champion », répéta Busard.

Mais il insista pour revenir sans plus tarder à Bionnas. A quoi bon s'entraîner, puisqu'il ne courra jamais plus?

Ils descendirent tout petit train, pour rester plus longtemps à vélo.

Au fait se demanda Busard, pourquoi ne courrais-je jamais plus?

Il réfléchit qu'il était possible d'être à la fois gérant de snack-bar et coureur amateur. Qu'on peut même passer dans la catégorie des indépendants, laquelle est intermédiaire entre amateurs et professionnels: Robic, Antonin Rolland, Darrigade avaient commencé leur carrière comme indépendants. Que la gérance d'un snack-bar est précisément le métier qui convient à un indépendant. Que Marie-Jeanne, femme de tête, tiendra l'établissement pendant qu'il s'entraînera.

Il éprouva la même allégresse que le jour où il avait inventé le moyen de gagner les 325 000 francs nécessaires pour obtenir Marie-Jeanne et le snack-bar.

Depuis lors, devant la presse à injecter, il avait eu trop le temps d'imaginer en détail le bonheur futur. Comme les électrodes des vieux accumulateurs, les mots et les images s'étaient encrassés. Le courant ne passait plus. Un snack-bar, c'est un restaurant. Gérer un fonds, c'est un travail. Une Cadillac, une Austin, une Mercedes, ce sont des automobiles. Un petit déjeuner au lit, c'est du chocolat et des croissants. De l'argent, c'est de l'argent. Marie-Jeanne, c'est une femme.

Au cours des dernières semaines, il n'y avait plus eu qu'une seule idée qui l'excitât : en terminer avec la presse; finir les quatre heures du poste; finir les trois postes de la journée; finir les 187 jours. Dans l'atelier chaque ouvrier épingle sur le panneau le plus proche de sa machine l'image de ce qui le hante ou de ce par quoi il croit ou veut être hanté; pour la plupart, c'est une pin-up, et Lollobrigida l'emporte sur toutes les autres; mais il y a des pudeurs qui faussent un choix qui peut rarement être interprété à la lettre; Lollobrigida symbolise peut-être une petite maigrichonne dont on veut taire le nom, à soi-même peut-être, et qui se trouve évoquée par l'excès même de ce qui lui manque.

(à suivre)

le régime a son "spécialiste" de l'Afrique

A peine avait-on annoncé que Jean Bedel Bokassa s'auto-proclama empereur, que les journalistes se précipitèrent pour interviewer Grainville sur cette nouvelle, venue d'Afrique.

Ainsi, l'actualité a fourni l'occasion à l'auteur des « Flamboyants » prix Goncourt, aussitôt empochés les bénéfices de tous ordres dispensés par le Goncourt, de jouer le rôle qu'assigne à ses intellectuels le régime en place. Grainville est devenu le « spécialiste » de l'Afrique. Et un spécialiste idéal pour servir de caution à un pouvoir qui cultive l'objectivité. Un spécialiste au-dessus de tout soupçon politiquement parlant puisqu'en minaudant, la mèche sur l'œil, à la Malraux, il a bien affirmé, pendant l'émission d'« Apostrophes » que son roman n'était pas politique, et que ce qui l'intéressait, c'était le matériau littéraire que pouvait lui fournir le sujet.

Toutefois, interviewé sur Bokassa, Grainville reconnaît avec délice que l'actualité confirme la ligne générale de son bouquin. C'est-à-dire, grosso modo, comme on l'a vu dans un précédent article que l'Afrique est la terre d'élection de la magie, du délire, de la violence pour le plaisir du sang répandu et que les peuples sont veules, passifs au point d'accepter toutes les extravagances, souvent sanglantes, de leurs roitelets-généralistes fous. Une terre peuplée de grands enfants crédules et portés au massacre.

N'est-ce pas précisément ce qu'il faut démontrer pour être dans la juste ligne du régime ?

Il faut être clair. Point d'acharnement particulier de notre part contre l'auteur des « Flamboyants ». La cible est d'ailleurs trop grêle. Mais le jeu même de l'ac-



L'initiative, le courage, les facultés d'organisation et de résistance des masses africaines

tualité a permis de voir sous un jour assez cru le rôle de caution dite culturelle que joue nécessairement l'écrivain. Pas de neutralité, même quand on travaille dans « le baroque », dans « le littéraire pur ». Au contraire,

cette sorte d'intemporalité dans laquelle l'artiste fait baigner son œuvre, donne à son témoignage un caractère « plus objectif », donc plus efficace pour l'idéologie de la classe au pouvoir.

Là, comme ailleurs, pas

de troisième voie. L'intellectuel est avec ou contre la bourgeoisie, il ne peut être en un lieu privilégié d'où il contemple en artiste amusé ou apitoyé les événements de son époque.

« Les bouts de bois de Dieu »

De Sembene Ousmane

Mais pour nous revigorer, nous remettre dans le droit fil de l'Histoire, nous pourrions relire « les bouts de bois de Dieu », cette œuvre magistrale sur l'Afrique en lutte, écrite par quelqu'un qui connaît bien son sujet puisqu'il est sénégalais, fils de paysans sans terre et qu'il a dû émigrer plusieurs années pour vendre sa force de travail comme docker à Marseille.

Sembene Ousmane qui

retrace dans ce livre l'histoire d'une grève dure, héroïque, menée par les chemionots africains dans les années 40, nous fait dès la première page entrer dans la réalité riche, complexe d'une Afrique qui refuse de se laisser déposséder sur le plan économique et culturel. Outre la misère, la terrible inégalité entre blancs et travailleurs noirs, il montre l'initiative, le courage, les

facultés d'organisation et de résistance des masses africaines, qui précise-t-il, ne doivent rien à personne, ni à aucune « mission civilisatrice », ni à un notable, ni à un parlementaire.

En somme une Afrique qu'ignore totalement Monsieur Grainville. Une Afrique qui est la vraie, la seule, celle qui résiste et résistera à la bourgeoisie blanche et noire et fait avancer l'histoire.

Paule SACONNET

Programme télé

Vendredi 10 décembre

TF 1

18 h 35 - Pour les jeunes
19 h 00 - Anne, jour après jour
19 h 40 - Une minute pour les femmes. Des idées, des recommandations pour simplifier la vie des handicapés.
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Au théâtre ce soir. La mamma
22 h 30 - L'œil en coulisses
23 h 30 - JOURNAL ET FIN

A 2

18 h 00 - Fenêtre sur...
18 h 35 - Le palmarès des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - La caméra invisible
20 h 00 - JOURNAL

20 h 30 - Les brigades du tigre. Bonnot et Cie
21 h 30 - Apostrophes
22 h 40 - JOURNAL
22 h 45 - Ciné-club. Le roman d'un tricheur

FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Magazines régionaux
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre. Association francophone d'accueil et de liaison.
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Vendredi. Le défi et l'enjeu, les classes moyennes.
21 h 30 - Méditerranée. N° 10 : Mirage
22 h 25 - JOURNAL ET FIN
22 h 35 - Emission alsacienne

la télévision à l'heure de giscard

2-Le compromis d'août 74 : pas en avant vers la privatisation

INTERVIEW D'UN RÉALISATEUR

Par Jean Pierre BOULOGNE



Nous présentons aujourd'hui l'interview d'un réalisateur ayant fréquemment travaillé pour la télévision. Le point de vue qu'il développe, en mettant l'accent sur la « qualité des émissions », la « liberté de création » des réalisateurs, peut rejoindre le point de vue du P.C.F. Malgré les limites, cet entretien, éclairé de manière intéressante et concrète l'évolution de la situation à la télévision depuis la réforme de 74.

— *Quotidien du Peuple* : Comment s'est passé l'éclatement de l'O.R.T.F. ? Quels sont les changements intervenus depuis la loi d'août 74 ?

— Si on essaie de situer ce qu'était l'ORTF avant la loi d'août 74, qui a consacré l'éclatement de l'Office en sept sociétés, il ne faut pas croire qu'avant c'était le paradis, et que depuis c'est l'enfer ! Il y avait déjà une dégradation sensible depuis trois ou quatre ans, dégradation des conditions de travail, de la qualité des émissions. Je crois que tout a véritablement commencé avec l'introduction de l'informatique, des ordinateurs, en disant que tel type d'émission vaudrait tant de crédits, tant de jours de réparation, etc. A partir de ce moment-là, c'est devenu beaucoup plus dur de faire le boulot dans des conditions convenables. En effet nous savons bien que chaque cas est un cas particulier, et à partir du moment où on est placé dans un dispositif de ce genre, on est enfermé dans des définitions d'émissions qui ont été faites par des gens qui ne sont pas dans le coup, et qui, dans la mesure où ils disposent des moyens peuvent influencer directement les programmes, sans avoir l'air de le faire.

— *QdP* : On est donc passé, à l'ORTF, d'une manière relativement artisanale de travailler, à une manière beaucoup plus technocratique ?

— Après 1968, durant cette période difficile qui a duré un an ou deux (69-70), il y a eu véritablement une tentative progressive de reprise en main de l'engin, de contrôle de plus en plus accru du contenu des émissions ; on a utilisé l'introduction de l'informatique pour jouer sur le contenu. En effet, le contenu est inséparable des moyens. Il est évident que si un type va quelque part pour faire une émission, et qu'il n'a que cinq jours de préparation, et cinq jours de tournage, il fera un travail moins intéressant (bien

sûr ce n'est pas automatique) que s'il peut préparer son émission pendant trois semaines, tourner pendant trois semaines et monter pendant six. Donc, il y a une pression des moyens financiers et techniques sur le contenu. Là où cette pression a eu des effets au niveau des programmes, c'est quand on a accordé le maximum de moyens aux émissions « sans problèmes » (variétés, feuilletons, etc.), et un minimum de moyens à celles qui pouvaient éventuellement en poser (reportages, enquêtes, documentaires, etc.) Jamais les syndicats n'ont pris parti là-dessus. Il y avait dans les années 72, ce que l'on pourrait appeler des émissions « d'éveil », qui abordaient des problèmes politiques ou sociaux, et il y en avait dix ou vingt fois plus qu'aujourd'hui. C'est une évolution considérable.

L'éclatement de l'ORTF a consacré un processus de reprise en main de l'engin et d'éclatement des espèces de petits groupes qui s'étaient constitués à l'intérieur, et qui subsistaient tant bien que mal au prix de négociations perpétuelles avec l'administration, avec le pouvoir technocratique.

La réforme de l'ORTF a visé en particulier ces espèces de petits « soviets » (c'est un bien grand mot), comme disait M. Malaud, ministre de l'Information, ces espèces de petits groupes, qui produisaient des émissions intéressantes. Ce n'était possible qu'à cause de la manière dont fonctionnait l'Office. C'est parce que c'était le « bordel » que des émissions un peu gênantes, de temps en temps pouvaient sortir. A partir du moment où on a apparemment décentralisé avec la loi de 74, et où, en fait, on a hypercentralisé, où a été établi des instruments de contrôle à tous les niveaux, la possibilité pour un réalisateur un peu « impertinent » de faire des émissions gênantes, révélatrices, est

quasiment réduite à zéro. Avant 74, lorsque le principe d'une émission, quelle qu'elle soit, était arrêté, c'était fini, on en parlait plus. Chacun faisait son travail : producteur, réalisateur, journalistes, techniciens, etc. On se retrouvait pour voir le produit fini. Maintenant il y a une conférence préalable sur le contenu ; l'émission est contrôlée au niveau du montage, et avant passage à l'antenne. Ce contrôle se fait pour des raisons politiques, ça tombe sous le sens.



Cazeneuve, PDG de TF 1 et Julian, PDG de A 2

— *QdP* : Que penses-tu des prétextes invoqués au moment de la réforme et en particulier du problème de la rentabilisation ?

— Ce sont des conneries. Ce qui a accéléré le processus d'aggravation, c'est la situation économique, l'inflation. Pour autant que je puisse le savoir, les sociétés actuelles ne fonctionnent pas d'une manière plus rentable que du temps de l'Office. Je crois même qu'on peut affirmer le contraire : ça coûte beaucoup plus cher, ça demande beaucoup plus de personnel administratif. Evidemment, ce qui peut tromper, c'est que le chiffre de la production a considérablement baissé. Il y a au moins 50% des réalisateurs qui sont au chômage. Pour avoir du travail, ils finissent par faire n'importe quoi. D'autre part, la production est très réduite parce qu'on achète des séries en solde aux Américains, sans parler des tentatives de rogner sur le budget des émissions.

— *QdP* : Quel est le rôle de la S.F.P. à l'heure actuelle ?

— La loi d'août 74 prévoyait que la S.F.P. récupérerait le personnel et les moyens lourds (films, vidéo fixe, cars vidéo) et que les moyens légers resteraient aux chaînes. Elle fournit donc du matériel aux sociétés de programme. Elle fonctionne actuellement avec l'argent qui lui est versé par les trois chaînes. Il faut noter, à ce propos que la publicité intervient de plus en plus dans le fonctionnement de la

première et de la deuxième chaîne. Il y a donc en fait une privatisation de ce côté-là. Il est bien évident que ceux qui payent la publicité ont la capacité d'intervenir sur le contenu du programme. On connaît des cas où il y a véritablement eu pression du publicitaire sur le programme. La S.F.P., qui coproduit également des films, a un véritable monopole, puisque les trois chaînes sont obligées de passer par elle.

— *QdP* : Comment vois-tu l'avenir de la télévision ?

— Je pense que les tendances dont j'ai parlé vont se renforcer jusqu'aux élections de 78. Après, je ne sais pas. Si la gauche parvient au pouvoir, elle se trouvera dans une situation difficile. Elle aura peut-être envie de se servir du dispositif en place, en attendant que la « démocratie véritable » soit instaurée. Il y a des précédents fâcheux...

UN = SEPT

La loi d'août 74 prévoit l'éclatement de l'ORTF en sept sociétés distinctes :

● Tété Diffusion de France assure la diffusion des images et des sons, l'entretien du réseau d'émetteurs.

● Quatre sociétés nationales : Radio France, TF 1, A 2, FR 3, sont chargées de la conception et de la programmation des émissions. Ce sont elles qui décident de faire passer tel film, de réaliser telle dramatique, etc... Concurrentes entre elles, elles doivent cependant observer des règles fixées par un « cahier de charges ». Par exemple, l'article 29 du cahier des charges de FR 3 précise : « La société a quatre vocations particulières relatives aux régions, à l'outre-mer, au cinéma et à la libre-expression des diverses familles de croyance et de pensée, qui doivent tenir une place importante dans l'équilibre de ses programmes ». Ces quatre sociétés touchent l'essentiel des recettes de publicité et de redevance.

Elles procèdent ensuite à des versements en faveur des autres sociétés et utilisent cet argent à l'achat d'émissions, reportages, etc. fabriqués par des sociétés privées ou par la SFP.

● La Société Française de Production (SFP) fabrique et vend des émissions pour les sociétés de programme (TF1, A 2, FR 3). Elle investit également dans le domaine du cinéma. Société indépendante, la SFP est un peu la clé de voûte du système mis en place par Giscard. Nous reviendrons demain sur l'importance de la SFP.

● L'Institut National de l'Audio-Visuel. C'est la façade « culturelle » du dispositif. Il est chargé de la conservation des archives, des « recherches de création audiovisuelle » de la formation professionnelle, de la coopération à l'étranger.

La loi a enfin prévu la création d'une délégation parlementaire, de quatorze membres, qui doit établir chaque année un rapport sur la radio et la télévision françaises.

D'OU VIENT L'ARGENT ?

La publicité occupe une part croissante du budget de TF 1 et d'A 2. En 1976, elles se sont partagées les recettes publicitaires de la manière suivante :

TF1.....	470 millions de francs
soit environ 64% du total de ses recettes	
A 2.....	356 millions de francs
soit environ 48% du total de ses recettes.	

La redevance (plus de deux milliards de francs en 76) est répartie entre les sociétés de programme par une commission spéciale chargée de tenir compte du volume d'écoute et de la qualité des programmes, par le moyen des sondages. Cette année, c'est TF 1 qui a eu l'audience maximum et A 2 qui était le mieux placée du point de vue de la qualité.

Pour 1976, la répartition est la suivante :

1976 : TAUX DE CROISSANCE, PAR RAPPORT À 1975		
		en %
TF 1	259	+ 18,9
A 2	378	+ 7,2
FR 3	732	+ 16
Radio France	523	+ 15,1

L'importance du chiffre de FR 3 s'explique par l'extension de son réseau, et le développement de ses centres régionaux.

OÙ VA VOTRE REDEVANCE ?

Si vous avez un poste de télévision noir et blanc, vous avez versé cette année 155 F (et vous verserez l'année prochaine 162 F).

Sur ces 155 F :

60% sont allés aux sociétés de programme soit 93 F et 40% est revenu à l'État soit 62 F, dont 23 F sous forme de TVA.

Enfin, la redevance est passée de 140 F en 1975 à 162 F pour 1977, soit une augmentation de près de 15% !